

**République Centrafricaine : Consultations de 2011 au titre de l'article IV — Rapport des services du FMI, note d'information au public sur les délibérations du Conseil d'administration, et déclaration de l'Administrateur pour la République Centrafricaine.**

Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Dans le cadre des consultations de 2011 avec la République Centrafricaine au titre de l'article IV, les documents ci-après ont été publiés et inclus dans le présent dossier :

- Le rapport des services du FMI sur les consultations de 2011 avec la République Centrafricaine au titre de l'article IV, préparé par une équipe des services du FMI, à la suite des entretiens qui ont pris fin le 16 novembre 2011 avec les autorités de la République Centrafricaine sur l'évolution et les politiques économiques du pays. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 13 janvier 2012. Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux de l'équipe des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du Conseil d'administration du FMI
- Une note d'information au public (NIP) résumant les vues du Conseil d'administration exprimées le 31 janvier 2012 lors de l'examen du rapport des services du FMI qui marquait l'achèvement des consultations au titre de l'article IV.
- Une déclaration de l'Administrateur du FMI pour la République Centrafricaine.

La politique de publication des rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations délicates.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :  
International Monetary Fund • Publication Services  
700 19<sup>th</sup> Street, N.W. • Washington, D.C. 20431  
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201  
Adresse électronique : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Internet : <http://www.imf.org>

Prix unitaire : 18 dollars

**Fonds monétaire international  
Washington, D.C.**



# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS

Le 13 janvier 2012

### DE 2011 AU TITRE DE L'ARTICLE IV

## QUESTIONS CLÉS

**Contexte.** Près de neuf ans après la fin du conflit, la République Centrafricaine (RCA) reste confrontée aux difficultés d'un État fragile dont les capacités sont limitées et dont le décollage économique est entravé par des obstacles considérables. La croissance économique est restée faible, dépassant à peine le taux de croissance démographique ; l'espace budgétaire étant insuffisant pour investir dans les programmes sociaux et les services publics, la pauvreté est généralisée et les indicateurs sociaux, médiocres.

**Perspectives.** Les perspectives de croissance et d'inflation sont favorables car les risques et les incertitudes liés à l'environnement intérieur se sont atténués. La croissance devrait atteindre 4,1 % en 2012 et s'accélérer pour dépasser 5 % en 2014, grâce à la bonne performance continue du secteur primaire et aux investissements massifs dans le secteur minier. L'essor de la production agricole devrait réduire les pressions inflationnistes, et l'inflation des prix à la consommation devrait se maintenir en deçà de 3 %. Toutefois, la crise mondiale qui sévit actuellement, en particulier dans la zone euro, pourrait assombrir les perspectives de croissance et miner les efforts déployés par les autorités pour rétablir la viabilité des finances publiques.

**Défis à court et à moyen terme.** À court terme, il faut reprendre en main l'exécution du budget et rétablir la discipline budgétaire pour atténuer les craintes liées à la gouvernance, suite aux dérapages budgétaires de 2010 et du début de 2011. Les services du FMI et les autorités ont convenu qu'il fallait renforcer la position budgétaire en 2012 et aligner les dépenses sur les ressources disponibles. Le principal défi consiste à créer un espace budgétaire pour combattre la pauvreté et investir dans l'infrastructure, en mobilisant plus vigoureusement les ressources intérieures et en hiérarchisant les dépenses. La RCA étant largement tributaire de l'aide extérieure, elle doit améliorer la gestion des finances publiques et la gouvernance et renforcer les capacités et les institutions afin de garantir une utilisation efficace des ressources publiques.

**Défi à plus long terme.** À plus long terme la RCA doit promouvoir une croissance forte et soutenue et diversifier l'économie, d'où la nécessité d'accroître l'investissement dans les infrastructures de base et d'améliorer la compétitivité.

Aprouvé par  
**Michael Atingi Ego et**  
**Dhaneshwar Ghura**

Les entretiens ont eu lieu à Bangui du 3 au 16 novembre 2011. L'équipe des services du FMI était composée de MM. Toé (Chef de mission), Fischer, Keller et Tapsoba (tous du Département Afrique). M. Ntamatungiro, Représentant résident, a apporté son concours à la mission. M. Tall (Bureau de l'Administrateur) a participé aux discussions, de même que les services de la Banque mondiale, de l'Union européenne et de la Banque africaine de développement.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	4
<b>ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE ET PERSPECTIVES</b>	6
A. Évolution récente	6
B. Perspectives et risques à moyen terme	7
<b>THÈMES DE DISCUSSION</b>	9
A. Mobiliser les ressources intérieures pour faire reculer la pauvreté	9
B. Renforcer les capacités institutionnelles	12
C. Préserver la stabilité extérieure et diversifier l'économie	14
<b>AUTRES QUESTIONS</b>	15
<b>ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI</b>	19
<b>TABLEAUX</b>	
1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008–14	25
2. Opérations de l'administration centrale, 2008–14 (CFAF billions)	26
3. Opération de l'administration centrale, 2008–14 (pourcentage du PIB)	27
4. Situation monétaire, 2008–14	28
5. Balance des paiements, 2008–14	29
6. Principaux indicateurs de solidité financière	30
7. Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990–2009	31
8. Indicateurs démographiques et sociaux, 2009	32
9. Compte de patrimoine de l'administration centrale, 2008–14	33
<b>GRAPHIQUES</b>	
1. Indice du développement humain, 1980–2010	4

2. Indicateurs budgétaires, 1990–2010 _____	6
3. Résultats économiques récents, 2003–10 _____	21
4. Évolution budgétaire, 2003–10 _____	22
5. Évolution monétaire, 2003–10 _____	23
6. Évolution extérieure, 2003–10 _____	24

## ENCADRES

1. La République Centrafricaine face aux OMD : un retard considérable _____	5
2. Nécessité d'intensifier la mobilisation des recettes _____	11
3. Arguments en faveur d'un ajustement des prix des produits pétroliers _____	12
4. Un secteur financier réduit, mais en croissance _____	18

## APPENDICES

I. Évaluation de la stabilité extérieure et compétitivité _____	34
II. Analyse actualisée de la viabilité de la dette à l'aide du cadre des pays à faible revenu _____	37

## TABLEAUX TEXTE

1. Composition de la croissance, 1994–2011 _____	4
2. Ratios moyens recettes/PIB de groupes d'AfSS, 1990–2010 _____	4
3. Perspectives macroéconomiques, 2010–14 _____	8

## INTRODUCTION

**1. La République Centrafricaine (RCA) continue à faire face aux difficultés propres à un État fragile sortant d'un conflit.** Depuis la fin des hostilités en 2003, les résultats macroéconomiques ont été globalement satisfaisants mais la croissance reste modeste et nettement inférieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (AfSS) et d'autres États fragiles (tableau-texte 1). L'insuffisance de ressources intérieures et extérieures, les profondes carences structurelles, la faiblesse des capacités institutionnelles et le manque de diversification économique plombent le décollage économique et la réduction de la pauvreté.

**2. La mobilisation des ressources intérieures est faible, ce qui rend l'économie très dépendante de l'aide extérieure.** Malgré les efforts soutenus de ces dernières années pour renforcer l'administration des recettes dans le cadre de programmes appuyés par le FMI, la RCA affiche l'un des plus faibles ratios recettes/PIB en AfSS. À moins de 10 %, ce ratio couvre à peine les dépenses courantes, ce qui limite l'investissement dans les infrastructures de base (tableau-texte 2). En conséquence, la RCA compte sur l'assistance des bailleurs de fonds, qui est assez instable.

**3. La pauvreté est généralisée et les indicateurs sociaux sont faibles** (encadré 1). La RCA a l'un des taux de pauvreté les plus élevés en AfSS (63 %) et a peu de chances d'atteindre l'un ou l'autre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015. Les indicateurs du développement humain, certes caractéristiques d'un État fragile post-conflit, sont particulièrement médiocres par rapport à d'autres pays à faible revenu d'AfSS, et certains indicateurs se sont détériorés (graphique 1).

**Tableau-texte 1. République Centrafricaine : Composition de la croissance, 1994–2011**

	pourcentage du PIB				PIB RCA	PIB États fragiles	PIB AfSS
	Primaire	dont agriculture & élevage	Secondaire	Tertiaire			
1994–2002 (Moyenne)	1,6	0,8	-0,3	0,3	0,9	1,5	4,0
2003	-1,6	0,3	-1,0	-3,9	-7,2	0,1	5,0
2004–11 (Moyenne)	1,0	1,1	0,5	0,9	2,8	2,9	5,7

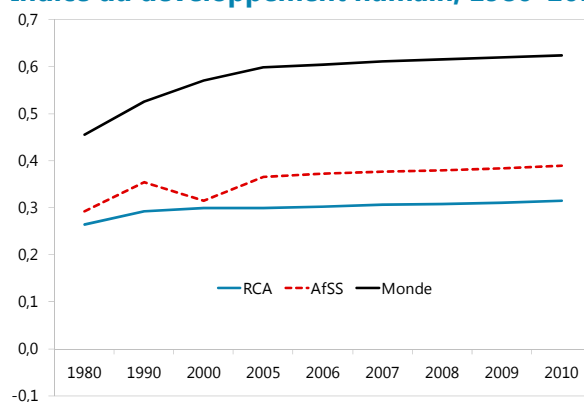
Sources : autorités centrafricaines ; projection des services du FMI.

**Tableau-texte 2. République Centrafricaine : Ratios moyens recettes/PIB de groupes d'AfSS (1990–2010)**

	Recettes totales	Fiscales	Non fiscales
République Centrafricaine	9,2	8,0	1,2
Afrique subsaharienne	18,2	13,5	4,7
Zone franc	14,4	10,6	3,8
CEMAC	16,9	10,2	6,7
États fragiles	13,8	11,4	2,4
Pays pauvres en ressources naturelles	16,9	14,0	2,9
Pays enclavés	19,2	15,9	3,3

Source : base de données du FMI.

**Graphique 1. République Centrafricaine : Indice du développement humain, 1980–2010**



### Encadré 1. La République Centrafricaine face aux OMD : un retard considérable

**À l'aune des indicateurs sociaux, la RCA est l'un des pays les moins développés de la planète.** Le Rapport sur le développement dans le monde (PNUD) classe la RCA presque au dernier rang de l'Indice du développement humain (IDH) (179e sur 187 pays). En 2010, le pays a obtenu la note de 0,34 à l'IDH, niveau nettement inférieur à la moyenne de 0,39 en Afrique subsaharienne

**Il est peu probable que la RCA atteigne les OMD d'ici à 2015.** La prestation des services sociaux de base par les pouvoirs publics est limitée et inéquitable. Par exemple, les 20 % des ménages les plus pauvres ne bénéficient que de 8 % des dépenses publiques consacrées à l'enseignement primaire. De plus, les couches les plus riches de la population sont les principales bénéficiaires de certaines subventions (implicites) visant notamment les carburants et l'électricité.

Même si l'éducation s'est améliorée au cours des dernières années, sa qualité générale laisse à désirer, et plus de 40 % des enseignants sont des éducateurs communautaires sans formation, recrutés directement par les familles.

#### Plusieurs indicateurs de la santé rendent compte du niveau élevé de la pauvreté en RCA.

L'espérance de vie a chuté de 50 ans dans les années 1990 à 45 ans en 2007 ; la mortalité maternelle, estimée à 850 pour 100 000 naissances vivantes en 2009, reste très élevée ; le taux de prévalence du VIH/sida, qui s'établissait à 6,3 % de la tranche des 15 à 49 ans en 2005, est élevé, même s'il est nettement inférieur aux taux à deux chiffres que l'on retrouve dans plusieurs pays d'Afrique australe ; les taux de mortalité maternelle et infantile ne cessent de s'accroître.

#### Progrès vers certains objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

	Indicateurs de suivi des progrès	Référence 1990	Objectif 2015	Situation 2009
<b>OMD 1:</b> Éliminer l'extrême pauvreté	Proportion de la population disposant de moins de 1,25\$ par jour en PPA (%)	83	41,51	63
<b>OMD 2:</b> Assurer l'éducation primaire pour tous	Ratio de scolarisation totale au niveau primaire (%)	58	100	67
	Proportion des élèves commençant la première année et atteignant la dernière année du primaire (%)	31	100	38
<b>OMD 3:</b> Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Ratio filles/garçons de scolarisation au primaire (%)	63	100	71
<b>OMD 4:</b> Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (%)	175	70	171
	Proportion d'enfants de 1-2 ans vaccinés contre la rougeole (%)	82	100	62
<b>OMD 5:</b> Améliorer la santé maternelle	Taux de mortalité maternelle (pour 100,000 naissances vivantes)	880	293	850
<b>OMD 6:</b> Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	Taux de prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 49 ans (%)	3,1	1,5	4,73
	Incidence de la tuberculose (pour 100,000 personnes)	145	73	327
<b>OMD 7:</b> Assurer un environnement durable	Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée (%)	58	79	67
	Proportion de la population utilisant une installation d'assainissement améliorée (%)	11	55	34

Source : Banque mondiale.

# ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE ET PERSPECTIVES

## A. Évolution récente

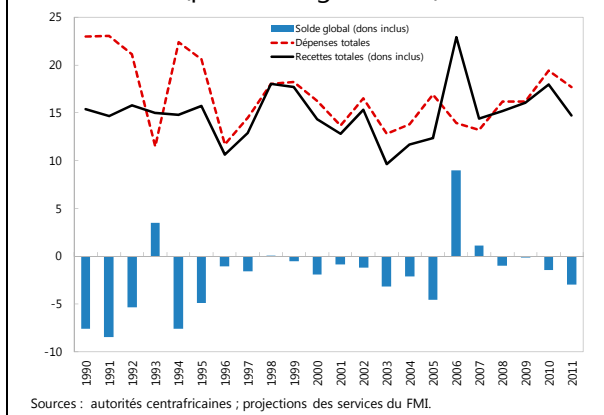
**4. Les résultats macroéconomiques en 2010 et 2011 ont été contrastés.** Grâce au rebond de la production agricole en 2010 et à la modération des cours internationaux du brut, la croissance du PIB réel a atteint 3,3 %, niveau légèrement supérieur à la croissance démographique, et l'inflation moyenne a été maintenue à 1,5 % (tableau 1 et graphique 3). Pour 2011, la croissance a été plus faible que prévu, la reprise escomptée de la demande intérieure après la longue période électorale ne s'étant pas matérialisée. De plus, en raison des incertitudes postélectorales, de gros investissements dans le secteur minier et la prospection pétrolière au nord-est du pays, en proie à des troubles, ont été retardés. Malgré une production agricole accrue et une reprise de la demande extérieure de bois et de diamants, la croissance aurait ralenti pour s'établir à 3,1 %. L'inflation moyenne a poursuivi sa tendance baissière après avoir culminé en 2008, chutant à 0,7 %, du fait de l'accroissement de la production alimentaire locale et de la contraction de la demande.

**5. Les comptes budgétaires se sont nettement détériorés en 2010** (tableaux 2 et 3). Inversant les progrès durement acquis dans le cadre du programme appuyé par la FEC, la discipline budgétaire s'est relâchée en 2010 et au début 2011, d'où des dérapages qui ont suscité de graves préoccupations en matière de gouvernance, amenant les bailleurs de fonds à suspendre les appuis budgétaires<sup>1</sup>. Les

<sup>1</sup> En juillet 2011, une mission des services du FMI chargée de négocier un nouvel accord FEC a constaté que le Trésor avait effectué des paiements importants  
(continued)

déséquilibres budgétaires se sont accentués et les arriérés de paiements envers les fournisseurs locaux et les créanciers extérieurs se sont accumulés. En 2010, les recettes intérieures ont bénéficié de plusieurs facteurs ponctuels, atteignant 11,6 % du PIB, mais en raison du financement des activités électorales, les dépenses ont grimpé à 19,4 % du PIB, creusant le déficit global (graphiques 2 et 4).

**Graphique 2. République Centrafricaine : Indicateurs budgétaires, 1990–2010**  
(pourcentage du PIB)



**6. Le resserrement en matière de liquidités devraient entraîner une légère amélioration des résultats budgétaires en 2011.** La suspension des appuis budgétaires par les bailleurs de fonds et la baisse des recettes intérieures ont créé une situation budgétaire très difficile et accentué les contraintes de liquidité. Les autorités ont donc réduit les dépenses, qui devraient s'établir à 17,7 % du PIB, comprimant de 1,2 point le

(d'environ 5 % du PIB) en dehors des procédures normales de dépenses.

déficit budgétaire global (hors dons) pour le ramener à 6,5 % du PIB. Cependant, le déficit primaire intérieur et le déficit global (dons inclus) devraient augmenter sensiblement en raison de la hausse des investissements financés sur ressources intérieures et de la baisse des concours des bailleurs de fonds.

**7. En 2010-11, les agrégats monétaires se sont accrus, mais n'ont guère étayé la croissance** (tableau 4 et graphique 5). Après avoir légèrement fléchi en 2009, le crédit à l'économie a marqué en 2010 une vive accélération qui devrait se poursuivre en 2011. En revanche, l'intermédiation financière reste très faible. Selon les projections, le crédit à l'économie aurait atteint 10,9 % du PIB à la fin 2011, contre 14,7 et 40,5 % en moyenne pour les pays fragiles d'AfSS et l'ensemble des pays d'AfSS, respectivement. Le secteur agricole,

l'un des principaux moteurs de la croissance en RCA, reçoit peu de crédits bancaires.

**8. La position extérieure reste fragile** (tableau 5 et graphique 6). Malgré la forte progression du volume des exportations, la position extérieure s'est affaiblie en 2010 lorsque le déficit courant s'est creusé pour atteindre près de 10 % du PIB, en partie du fait de la forte hausse des prix des importations, et surtout du pétrole. Les réserves officielles brutes n'ont affiché qu'une légère baisse grâce à une forte augmentation des investissements directs étrangers (IDE). En 2011, le déficit courant devrait se replier à 7,2 % du PIB avec l'amélioration des termes de l'échange. Toutefois, en raison de la baisse des apports de capitaux étrangers, les réserves internationales devraient retomber à 2,7 mois d'importations de biens et services.

## B. Perspectives et risques à moyen terme

**9. Les perspectives de croissance pour 2012 sont favorables.** Les incertitudes électorales diminuant et la sécurité s'améliorant, la croissance du PIB réel devrait atteindre 4,1 % en 2012, grâce surtout à la production agricole soutenue et au regain d'activité des secteurs pastoral et forestier. L'amélioration de la sécurité dans l'arrière-pays devrait faciliter les projets essentiels à l'accompagnement de la production agricole

**10. Les prix à la consommation devraient continuer de baisser.** L'inflation devrait être maîtrisée à 2,5 % grâce en partie à la modération des prix alimentaires<sup>2</sup> attribuable au redressement de l'agriculture.

**11. Selon les projections, la position budgétaire devrait s'améliorer grâce au net renforcement de la maîtrise des dépenses.**

La Loi de finances 2012 approuvée par l'Assemblée nationale le 29 décembre 2011 vise à ramener les dépenses primaires courantes à 10,9 % du PIB, après des efforts similaires déployés en 2011. Cependant, le budget prévoit des dépenses en capital à 10,6 % du PIB, partant de l'hypothèse d'un financement de projets par les bailleurs de 8,1 % du PIB, ce qui semble irréaliste. Les services du FMI envisagent une trajectoire plus réaliste qui table sur un certain rééquilibrage en 2012 et ciblent le déficit global (dons inclus) comme point d'ancrage pour donner une marge aux concours des bailleurs. Une table

<sup>2</sup> Les denrées alimentaires représentent 70 % de l'IPC. Les prix obéissent principalement aux conditions de

(continued)

l'offre intérieure plutôt qu'aux prix des aliments importés.



ronde des bailleurs est prévue en février 2012 à Bangui pour mobiliser le financement du Programme d'actions prioritaires énoncé dans le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de deuxième génération (DSRP II), adopté le 24 novembre 2011. Le DSRP II comporte trois piliers stratégiques interdépendants : i) consolidation de la paix, de la gouvernance et le renforcement des capacités de l'État; ii) relance de l'économie et intégration régionale; et iii) développement du capital humain et des services sociaux essentiels.

**12. Le crédit global à l'économie devrait se modérer.** Toutefois, la diminution progressive du crédit à l'État devrait créer de l'espace pour préserver la vigueur du crédit au secteur privé.

**13. Les comptes extérieurs devraient s'améliorer en 2012.** Le déficit extérieur courant devrait poursuivre sa baisse pour atteindre 6,8 % du PIB grâce au rétablissement de l'aide des bailleurs de fonds.

**14. Le cadrage macroéconomique à moyen terme table sur une accélération de la croissance dans un environnement de stabilité des prix** (tableau-texte 3). La croissance devrait reprendre et dépasser 5 % d'ici 2014 grâce à la vigueur de l'investissement et au redressement du secteur manufacturier (ciment et sucre). L'inflation se maintiendra en deçà du critère de convergence régional de 3 %. Le taux de couverture des réserves devrait rester supérieur à 3 mois d'importations avec le rétablissement du déficit courant à son niveau historique de 5 % du PIB grâce au retour des bailleurs de fonds traditionnels et à la reprise des IDE. La dette publique devrait se maintenir en deçà de 40 % du PIB. Le cadre

macroéconomique à moyen terme sera actualisé en fonction des résultats de la table ronde des bailleurs prévue en février 2012.

**15. Les perspectives économiques tendent à la baisse.** Les services du FMI ont reconnu avec les autorités que les conditions météorologiques difficiles, les retards dans les investissements publics et privés programmés ainsi que la récurrence des incertitudes politiques et de l'insécurité dans certaines régions risquent de freiner la reprise. En outre, l'accumulation d'arriérés intérieurs pourrait assombrir considérablement les perspectives de croissance. L'évolution des prix serait tributaire de l'approvisionnement intérieur en aliments et des cours internationaux du brut.

**16. La crise en Europe pourrait compromettre davantage les perspectives,** l'Europe étant le principal partenaire commercial de la RCA. L'aggravation de la crise de l'endettement en zone euro pourrait affaiblir la demande d'exportations et retarder davantage la reprise économique escomptée en 2012. Faute de latitude pour mener une riposte anticyclique, le déficit budgétaire pourrait se creuser, d'où la nécessité d'améliorer la GFP pour bénéficier des précieux concours des donateurs.

**Tableau texte 3. République Centrafricaine : Perspectives macroéconomiques, 2010-14**

	2010	2011	2012	2013	2014
	Prél.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Croissance du PIB réel	3,3	3,1	4,1	4,2	5,9
Prix à la consommation (moyenne)	1,5	0,7	2,5	1,9	2,3
Compte courant <sup>1</sup>	-9,9	-7,2	-6,8	-5,9	-5,4
Couverture des réserves <sup>2</sup>	3,2	2,7	3,0	3,6	4,3
Dette du secteur public <sup>1</sup>	37,8	39,6	38,2	36,5	33,7

<sup>1</sup> Pourcentage du PIB.

<sup>2</sup> Réserves officielles brutes (mois d'importations, f.à.b.)

Sources : autorités centrafricaines ; projections des services du FMI.

## THÈMES DE DISCUSSION

*Le défi immédiat consiste à rétablir rapidement la discipline budgétaire et à renforcer l'exécution du budget pour remédier aux dérapages de 2010 et du début de 2011. À moyen terme, il faudra : i) créer un espace budgétaire pour répondre aux besoins essentiels; ii) renforcer les capacités institutionnelles pour appuyer le programme de réformes; et (ii) accélérer les réformes structurelles afin de rehausser la compétitivité extérieure et d'appuyer une croissance soutenue.*

### A. Mobiliser les ressources intérieures pour faire reculer la pauvreté

#### Contexte

**17. En RCA, le recouvrement des recettes a toujours été d'environ deux points inférieur au potentiel fiscal durant la période 1990-2010 (encadré 2).** Tel est le principal constat de l'analyse effectuée par les services du FMI sur le potentiel fiscal du pays. Cette analyse indique la marge d'amélioration réaliste que l'on pourrait espérer. Les cours mondiaux du brut n'ont pas été répercutés sur les prix intérieurs en 2011; il s'en est suivi un niveau considérable de manque à percevoir budgétaire et de subventions directes (encadré 3).

**18. Les efforts de mobilisation des recettes n'ont pas été soutenus.** Plusieurs mesures adoptées dans le cadre du programme appuyé par la FEC ont produit des résultats remarquables, mais n'ont pas été maintenues en période électorale. De plus, la mise en oeuvre des recommandations de l'AT sur l'administration des recettes a piétiné.

#### Conseils des services du FMI

**19. La mobilisation de recettes intérieures devrait revêtir une importance primordiale.** En s'appuyant sur l'analyse du potentiel fiscal de la RCA, les services du FMI

ont exhorté les autorités à appliquer effectivement une vaste réforme de la politique fiscale et de l'administration douanière visant à améliorer l'efficacité de l'impôt tout en élargissant l'assiette fiscale. Le Département des finances publiques (FAD) a fourni une assistance technique considérable et recommandé, en particulier, un examen approfondi du régime fiscal (pour simplifier l'imposition du revenu des personnes physiques, rationaliser le système d'imposition des sociétés et accroître l'efficacité du régime d'imposition des PME) et une réforme de l'administration douanière (pour réduire les exonérations et concentrer le dédouanement aux points d'entrée).

**20. L'ajustement des prix à la pompe des produits pétroliers pourrait doper immédiatement les recettes.** Eu égard aux manques à percevoir encourus jusqu'ici et aux subventions croissantes de l'État en raison de la tarification actuelle, les services du FMI ont recommandé la mise en oeuvre, à une cadence mensuelle, du mécanisme d'ajustement automatique des prix intérieurs des carburants, en utilisant la formule de tarification actuelle pour éliminer les subventions aux consommateurs et préserver le cadrage budgétaire de 2012. Les services ont également recommandé des mesures

budgétaires ciblées telles que les subventions au transport urbain par bus, ou éventuellement des subventions directes aux couches les plus vulnérables de la population, au lieu des subventions générales aux carburants qui ne profitent essentiellement qu'aux plus riches.

**21. Par ailleurs, il importe de renforcer la GFP et d'accroître la transparence dans l'utilisation des fonds publics.** À cause des dérapages budgétaires et des retards enregistrés dans la réforme de la gestion des finances publiques, les donateurs ont dû retenir les appuis budgétaires programmés. Les services ont encouragé les autorités à rétablir la centralité du budget dans le processus de GFP et à hiérarchiser les dépenses tout en améliorant l'efficacité et la transparence des dépenses publiques. Il faudrait en particulier : (i) respecter strictement les procédures de dépenses établies ; (ii) établir des plans de trésorerie mensuels et engager les dépenses en conséquence ; (iii) payer uniquement les dépenses ayant fait l'objet d'un traitement judiciaire dans le système de gestion informatisée (Gesco) ; et (iv) rendre opérationnel le comité de gestion de la trésorerie.

### ***Position des autorités***

**22. Les autorités ont convenu de la nécessité d'accroître la mobilisation des recettes intérieures.** Elles ont reconnu que la mobilisation des recettes est particulièrement difficile, même par rapport aux autres pays fragiles post-conflit d'AfSS, le conflit entre RCA se poursuivant dans certaines régions du

pays contrôlés par des groupes rebelles<sup>3</sup>. En outre, les autorités ont indiqué que le rétablissement de l'appui des donateurs permettrait de renforcer les capacités et d'accélérer les réformes en cours visant à renforcer la mobilisation des recettes.

**23. Les autorités se sont engagées à ajuster de façon régulière les prix intérieurs des produits pétroliers.** Toutefois, elles ont indiqué que la structure de tarification de 2008 est dépassée et devrait être simplifiée pour atténuer les ajustements de grande ampleur qui s'ensuivraient. De plus, elles ont signalé que ce travail est bien engagé, d'où la possibilité de mettre en oeuvre cette mesure au début de 2012 dans le cadre du budget présenté au Parlement. Les autorités ont reconnu l'importance de mener des actions ciblées pour rendre plus acceptable l'ajustement des prix des produits pétroliers et en atténuer l'impact sur les groupes les plus vulnérables de la société, y compris les fonctionnaires dont les avancements sont gelés depuis 2004.

<sup>3</sup> L'Armée de résistance du Seigneur (de l'Ouganda) et un autre groupe rebelle (du Tchad) ont des bases en RCA.

## Encadré 2. République Centrafricaine – Nécessité d'intensifier la mobilisation des recettes

**La RCA affiche l'un des plus faibles ratios recettes/PIB parmi les pays d'AfSS.** Au cours des deux dernières décennies, ce ratio a atteint 9,2 % en moyenne, niveau nettement inférieur aux moyennes des pays d'AfSS, des États fragiles d'AfSS et des 14 pays de la zone franc.

**L'analyse des résultats de la RCA en la matière montre que les déterminants classiques de la mobilisation des recettes définis dans les études sont également valables pour la RCA,** à savoir :

- Le recouvrement des recettes augmente avec le revenu, l'ouverture de l'économie, la demande de biens et services publics, et un environnement institutionnel solide assorti d'un système de contrôle.
- La primauté du secteur primaire dans l'économie a une incidence négative sur le ratio des recettes au PIB.

L'analyse révèle aussi des facteurs propres à la RCA :

- Les recettes se sont améliorées dans le cadre des programmes appuyés par le FMI.
- Les flux d'aide semblent être liés à un moindre recouvrement de recettes.

**La méthodologie utilisée dans l'étude consistait à évaluer le potentiel fiscal de la RCA vu sa structure économique et de le comparer aux moyennes des pays d'AfSS et certains autres groupes.** Nous avons donc constitué une série de données de panel couvrant 32 pays d'AfSS sur la période 1990-2010 et estimé les déterminants des ratios recettes/PIB pour en déduire le potentiel de recettes de la RCA.

**La principale conclusion de l'étude montre que le potentiel de recettes de la RCA est systématiquement faible et se situe bien en deçà des moyennes des pays d'AfSS.** Ceci tient à la faiblesse des fondamentaux économiques, avec des secteurs difficiles à imposer (agriculture en particulier). Entre 1990 et 2010, le potentiel fiscal de la RCA s'est situé autour de 11 % du PIB, soit 4 points de moins que les estimations pour l'AfSS.

Les recettes effectivement recouvrées ont atteint en moyenne 9,2 % du PIB durant la période, ce qui correspond à 84 % seulement du potentiel du pays; il y a donc lieu pour la RCA d'accroître les recettes d'environ 1,8 point de PIB. En revanche, le recouvrement effectif des recettes pour l'échantillon de l'AfSS est supérieur au potentiel de 15 % du PIB. Ces résultats confirment ceux de Sen Gupta (2007) et devraient être interprétés avec prudence, car la méthodologie met l'accent sur les efforts de recouvrement par opposition au potentiel issu des fondamentaux de l'économie. Bien qu'il soit supérieur au potentiel, le ratio recettes/PIB de l'échantillon est largement inférieur aux moyennes des autres régions en développement.

République Centrafricaine - Recettes budgétaire effectives et potentielles, 1990-2010 (pourcentage du PIB)

	Effectives	Prévues	Écart
<b>République Centrafricaine</b>			
Recettes totales	9,2	11,0	-1,8
Recettes fiscales	8,5	8,6	-0,1
Impôt revenu et bénéfices	2,2	2,6	-0,4
Taxe biens et services	3,4	4,3	-0,9
Impôt commerce extérieur	2,9	2,3	0,6
Recettes non fiscales	3,7	2,1	1,6
<b>Afrique subsaharienne</b>			
Recettes totales	18,2	15,0	3,3
Recettes fiscales	13,6	12,0	1,6
Impôt revenu et bénéfices	4,4	3,6	0,8
Taxe biens et services	4,4	4,8	-0,3
Impôt commerce extérieur	4,8	3,5	1,3
Recettes non fiscales	3,7	3,2	0,5

Source : estimations des services du FMI.

**La RCA a obtenu de mauvais résultats en ce qui concerne le recouvrement des taxes sur les biens et services et de l'impôt sur les revenus et les bénéfices, ce qui semble signaler des problèmes d'efficacité au niveau de l'administration fiscale.** En attendant la transformation structurelle de l'économie centrafricaine nécessaire pour accroître le potentiel fiscal, les efforts visant à accroître le ratio recettes/PIB devraient se centrer sur la réforme de l'administration fiscale afin d'élargir l'assiette fiscale et d'améliorer l'efficacité. Compte tenu de l'expérience de 2009-10, l'imposition des produits pétroliers (et la répercussion des prix internationaux sur les prix intérieurs) est un moyen d'accroître les recettes publiques (encadré 3).

<sup>1</sup>Sen Gupta, Abhijit., 2007, "Determinants of Tax Revenue Efforts in Developing Countries," IMF Working Paper 07/184 (Washington: International Monetary Fund).

### Encadré 3. République Centrafricaine – Arguments en faveur d'un ajustement des prix des produits pétroliers

#### La formule d'ajustement automatique des prix des produits pétroliers a été une mesure de réforme primordiale du précédent accord FEC.

Face aux subventions croissantes accordées à la consommation de carburant, les autorités ont mis en oeuvre en juin 2008, comme mesure préalable à la deuxième revue de l'accord FEC (2006-10), une formule trimestrielle d'ajustement automatique des prix qui répercuta intégralement sur les consommateurs les prix internationaux du pétrole et les taxes y afférentes. Cette mesure est ensuite devenue un repère structurel permanent du programme, contribuant à une forte hausse des recettes intérieures en 2008-09.

#### Impact du gel des prix des produits pétroliers sur les recettes fiscales, 2008-11

	2008	2009	2010	2011
	(milliards de FCFA)			
Recettes pétrolières effectives	2,4	13,7	14,1	12,0
Subventions à payer aux marketeurs	-6,7	-0,5	-0,6	-3,6
Recettes sans subventions	9,0	14,2	14,7	15,6
Accises	...	0,3	4,2	10,0
Recettes pétrolières potentielles	9,0	14,5	19,8	23,7
	(pourcentage du PIB)			
Recettes pétrolières effectives	0,3	1,5	1,4	1,2
Subventions à payer aux marketeurs	-0,8	-0,1	-0,1	-0,4
Recettes sans subventions	1,0	1,5	1,5	1,5
Accises	...	0,0	0,4	1,0
Recettes pétrolières potentielles	1,0	1,6	2,0	2,3

Sources : autorités centrafricaines ; calculs des services du FMI.

**Toutefois, le mécanisme a été appliqué de façon intermittente, ce qui a entraîné des pertes de recettes et des subventions coûteuses.** Depuis la mise en oeuvre de la réforme, les cours internationaux du pétrole ont pratiquement doublé, mais les prix intérieurs à la pompe n'ont été ajustés que trois fois et l'automatisme a été abandonné, ce qui a compliqué chaque fois la prise de décisions politiques.

La mesure est redevenue une action préalable dans le cadre de la sixième revue de la FEC et les prix à la pompe ont été ajustés en mai 2010 ; depuis lors, ils sont gelés. Par conséquent, le manque à percevoir pour toute l'année 2011 est estimé à 8,1 milliard de francs CFA (0,8 % du PIB) d'après la structure de tarification de 2008, et les subventions directes ont atteint 3,6 milliards de francs CFA ; ces subventions doivent être remboursées directement aux marketeurs.

#### La répercussion intégrale permettra d'éliminer les subventions et de mobiliser des recettes supplémentaires.

Les services estiment qu'en 2012, en utilisant les cours du pétrole indiqués dans les *Perspectives de l'économie mondiale* et dans la structure de tarification de 2008, on pourra générer des recettes supplémentaires atteignant 1,3 % du PIB. Cette prévision table sur des ajustements véritablement automatiques effectués tous les mois, ce qui dépolitiserait la fixation des prix des produits pétroliers préserverait l'objectif de recettes.

#### Il faudra mettre en place des mesures sociales bien ciblées.

Les services du FMI et les autorités reconnaissent que la répercussion des prix pourrait avoir une incidence négative sur les consommateurs les plus vulnérables. Par conséquent, les autorités adopteront des mesures sociales d'atténuation consistant notamment à améliorer la distribution des produits dans toutes les régions du pays, à subventionner les transports publics ou à envisager des transferts en espèces bien ciblés.

## B. Renforcer les capacités institutionnelles

## Contexte

**24. Les contraintes de capacités sont omniprésentes.** État fragile, la RCA est confrontée à la déficience de ses capacités administratives et de ses institutions, qui complique la gestion de l'économie et l'absorption des ressources. De plus, la forte mobilité du personnel qualifié limite l'efficacité du renforcement des capacités.

**25. Le nouveau gouvernement a convoqué les États généraux des finances publiques visant à mobiliser l'appui au programme de réformes.** Afin de remédier aux difficultés relatives à la maîtrise des stratégies de réforme, à l'amélioration de la GFP et au rétablissement de la transparence budgétaire, un débat participatif a eu lieu en septembre dans le cadre des **États généraux des finances publiques**. Cela a permis de faire le point sur les stratégies de réforme existantes et a suscité une nouvelle dynamique pour l'action.

## Conseils des services du FMI

**26. Il faudrait renforcer durablement les capacités administratives et les institutions dans tous les domaines du secteur public.**

Les services ont souligné l'importance de promouvoir la coordination des donateurs et de mettre à contribution les ressources d'assistance technique pour maximiser les synergies et accroître l'efficacité de l'assistance technique et du renforcement des capacités. À cet égard, les services se sont félicités de l'importance que le DSRP II accordent à la formation du capital humain et à l'amélioration de l'accès aux services sociaux. Les services et les autorités ont convenu que l'affectation de conseillers résidents pourrait contribuer à promouvoir le renforcement des capacités.

**27. La gestion rationnelle de la dette publique revêt une importance capitale.**

Pour illustrer les déficiences du cadre institutionnel et juridique de gestion de la dette et de la trésorerie, les services ont mis en évidence la pratique malsaine qui consiste à utiliser des facilités coûteuses de découvert bancaire pour financer les dépenses courantes et à ne pas associer la cellule de gestion de la dette dans les négociations de prêts. Les services ont donc exhorté les autorités à renforcer la cellule de gestion de la dette, qui doit veiller à ce que tous les nouveaux emprunts répondent à l'impératif de viabilité de la dette. Les services ont indiqué que l'accumulation des arriérés de paiements envers les créanciers membres du Club de Paris et envers les institutions multilatérales constitue une autre preuve des lacunes dans la gestion de la dette ; ils ont donc préconisé l'apurement de ces arriérés.

## Position des autorités

**28. Les autorités ont convenu de la nécessité de renforcer les capacités et les institutions.** À cet égard, elles ont évoqué leurs récentes décisions rétablissant et renforçant les comités chargés de gérer la trésorerie et de suivre l'évolution macroéconomique et les réformes structurelles. En outre, une cellule technique a été créée pour épauler ce comité, qui est présidé par le Premier ministre. Des mesures supplémentaires sont actuellement prises afin d'améliorer l'exécution du budget, et notamment pour préparer les projections mensuelles de trésorerie et le suivi hebdomadaire des engagements de dépenses.

**29. Les autorités ont renouvelé leur engagement à intensifier la réforme de la GFP.** Elles ont indiqué que les

recommandations des États généraux des finances publiques sont en harmonie avec les programmes existants de réforme de la GFP qui sont financés par les bailleurs de fonds et qu'elles ont l'intention d'accélérer. Dans cette optique, elles ont souligné la nécessité d'un programme appuyé par le FMI qui servira de catalyseur à l'assistance financière et technique des donateurs.

## C. Préserver la stabilité extérieure et diversifier l'économie

### Contexte

**31. L'évaluation du taux de change effectif réel (TCER) de la RCA donne à penser qu'il est surévalué et dépasse le niveau moyen observé au sein de l'union monétaire** (appendice I). Les services estiment que le TCER, le compte courant et les réserves de l'union correspondent aux normes de stabilité extérieure (SM/11/163, July 6, 2011). Par conséquent, la RCA doit mener des réformes structurelles pour promouvoir la compétitivité et, en particulier, la compétitivité hors prix. Le principal défi consiste à remédier au climat des affaires et au régime fiscal défavorable, à l'insuffisance des infrastructures et à la persistance des problèmes de sécurité dans l'arrière-pays.

### Conseils des services du FMI

**32. Il convient d'élargir et d'accélérer les réformes axées sur l'amélioration du climat des affaires.** La Société financière internationale a formulé des recommandations visant à attirer des investissements dans les secteurs agricole et minier, principales sources de croissance future. La mise en oeuvre soutenue de ces recommandations stimulerait la croissance et multiplierait les possibilités d'emploi. L'activité du secteur privé est

**30. Les autorités ont reconnu la nécessité de renforcer la gestion de la dette.** Elles ont établi un Comité national sur la dette publique présidé par le Ministre des finances, seul habilité à engager financièrement l'État. Elles ont également signalé leur intention de renforcer la cellule de gestion de la dette en la dotant d'un personnel suffisant et en améliorant ses capacités.

plombée par des contrôles fiscaux mal coordonnés qu'il faudrait rationaliser. Des politiques macroéconomiques vigoureuses et appliquées de façon systématique permettraient également de promouvoir le développement du secteur privé.

**33. Il est nécessaire de promouvoir la compétitivité dans tous les domaines.** Les services ont noté que la faible productivité, les carences des systèmes de transport et de production d'électricité et les contraintes imposées au commerce régional sont autant de facteurs préjudiciables aux coûts intérieurs et à la compétitivité de l'économie. Tout en reconnaissant qu'il faudrait du temps pour y remédier, les services ont préconisé des mesures immédiates susceptibles d'améliorer l'efficacité du marché et de réduire les coûts. Ces mesures consistent notamment à (i) assurer la transparence des procédures d'appel d'offres pour les passations de marché importantes et les décisions d'investissement ; (ii) réduire les coûts d'entrée dans le secteur des transports ; (iii) tenter de réduire la taille du secteur informel en organisant des campagnes de sensibilisation. L'amélioration et la mise en oeuvre effective de la réglementation concernant la lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme dans l'exploitation

artisanale des mines d'or et de diamants permettrait éventuellement d'accroître les recettes publiques.

**34. Il importe d'améliorer la gestion des projets.** En s'appuyant sur les résultats d'un récent examen des dépenses publiques réalisé par la Banque mondiale, il faudrait rationaliser les procédures et éliminer les goulets d'étranglement à la mise en oeuvre des projets pour accroître les capacités d'absorption et garantir les financements continus de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement (BAD).

#### *Position des autorités*

**35. Les autorités ont indiqué que l'arrimage du franc CFA à l'euro est bénéfique pour la RCA.** Elles ont réaffirmé leur détermination à mettre en oeuvre les réformes structurelles nécessaires pour promouvoir la compétitivité et rehausser la contribution de la RCA à la stabilité extérieure de l'union.

**36. Les autorités considèrent la déficience du transport routier et de la production d'électricité comme étant les principaux obstacles à l'investissement et à la croissance.** Elles ont mis en évidence les avantages potentiels du bitumage de la route principale des exportations menant à la frontière avec le Cameroun, projet bien engagé avec l'assistance de l'Union européenne et de la BAfD, et de l'amélioration de la navigation sur le fleuve Oubangui. L'achèvement de ces projets apporterait le soulagement dont le pays a tant besoin à

moyen terme et contribuerait à développer les activités agricoles dans l'arrière-pays. Le manque de capacité de production d'énergie constitue également une contrainte majeure que l'on ne peut lever sans l'assistance des bailleurs.

**37. Les autorités ont été préoccupées par les récents déboires en matière d'investissements miniers.** En particulier, elles ont exprimé leur déception envers une société minière qui a suspendu ses projets d'investissement pour une période prolongée et envers une autre qui n'a apparemment pas été en mesure de mobiliser des financements suffisants pour ses projets ; ces déboires ont été préjudiciables à la stratégie nationale de promotion de la croissance et d'accès à l'activité minière formelle à l'échelle internationale.

**38. Les mesures visant à rationaliser la fiscalité des sociétés se poursuivent.** Les grandes sociétés ont exprimé leur mécontentement envers la multiplicité des contrôles effectués par des institutions concurrentes, et notamment par une entreprise privée dotée d'un mandat exclusif. Les licences des collecteurs de diamants qui ont été révoquées en 2008 pour non-respect du code minier ont été rétablies, stimulant les perspectives de production.

## AUTRES QUESTIONS



**39. La mise en oeuvre des conseils antérieurs du FMI a été inégale.** À l'issue des délibérations du Conseil sur les dernières consultations au titre de l'article IV, les administrateurs ont souligné l'importance: (i) de continuer à renforcer la gestion des finances publiques ; (ii) d'éviter de contracter des emprunts non concessionnels ; et (iii) de réduire la vulnérabilité du système bancaire tout en recapitalisant une banque en difficulté. Les autorités ont signalé que la mise en oeuvre de certaines recommandations a été retardée par des contraintes de capacités.

**40. Des banques commerciales ont été recapitalisées.** Les quatre banques privées respectent désormais la norme régionale de fonds propres, fixée à 5 milliards de francs CFA. Est notamment visée une banque en difficulté pour laquelle des obligations publiques ont été émises afin de diluer la participation de l'ancien actionnaire majoritaire. Un appel d'offres international a été lancé en vue de choisir un nouvel investisseur stratégique, mais les autorités l'ont déclaré infructueux. Les services ont exhorté les autorités à redoubler d'efforts pour trouver un investisseur stratégique et céder la participation majoritaire de l'État.

**41. Les indicateurs financiers du système bancaire sont stables** (tableau 6 et encadré 4). Toutefois, la méthodologie employée par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) ne tient pas compte de l'accumulation d'arriérés de paiements par l'État, qui aurait nécessité un provisionnement beaucoup plus élevé en raison de l'exposition des banques à la dette souveraine. Les pertes sur prêts sont en baisse et la rentabilité est stable.

**42. L'analyse actualisée de viabilité de la dette indique que la RCA est encore confrontée à un léger risque de surendettement** (appendice II). Bien que tous les indicateurs de la dette restent en deçà des seuils liés aux politiques mises en oeuvre, la position d'endettement de la RCA est vulnérable à des chocs affectant les exportations. Les capacités de gestion de la dette étant durablement limitées, les emprunts commerciaux sont risqués, d'où la nécessité de recourir essentiellement à des financements extérieurs concessionnels pour préserver la viabilité de la dette.

**43. Les ressources nécessaires pour recueillir les données statistiques sont insuffisantes.** Faute de ressources financières, les indices de prix n'ont pas pu être établis en juillet 2011. Des statistiques fiables sont essentielles pour assurer le suivi de la situation macroéconomique. De concert avec les bailleurs, les autorités devraient veiller à ce que des ressources suffisantes soient mises à disposition pour la collecte de séries de données cohérentes. Des retards dans la compensation effective des comptes à la direction nationale de la banque centrale régionale ont créé des problèmes d'harmonisation et d'actualisation des statistiques monétaires.

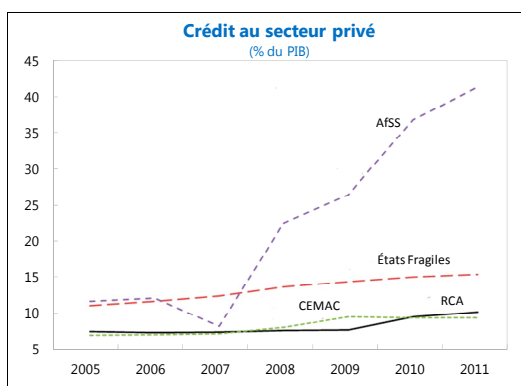
**44. Les principales parties prenantes ont partagé la position des services et des autorités sur les défis auxquels la RCA est confrontée.** Les services ont rencontré des représentants du secteur privé, de la société civile et des bailleurs de fonds, ainsi que des parlementaires. Ces parties prenantes ont convenu de l'importance de mobiliser des recettes intérieures, notamment par l'imposition des carburants, et de renforcer la GFP et la gouvernance. Les parlementaires ont

estimé que l'appui budgétaire est essentiel pour atténuer les difficultés de trésorerie de l'État et jeter la base d'une croissance vigoureuse permettant de réduire la pauvreté.

#### Encadré 4. République Centrafricaine – Un secteur financier réduit, mais en croissance

**En dépit de sa progression, le secteur financier intérieur joue un rôle limité dans le financement des activités du secteur privé.** L'intermédiation financière reste superficielle, avec un nombre limité d'institutions et une forte concentration de l'activité sur Bangui.

- En RCA, le secteur financier est petit (le total des actifs représentait 17,6 % du PIB à la fin de 2010) et fortement concentré sur quatre banques commerciales qui représentent 93 % des avoirs consolidés du système financier. Les autres institutions financières sont notamment deux compagnies d'assurances (4 % des actifs) et 11 établissements de microfinance (3 % des actifs).



- Les principaux secteurs bénéficiant des crédits bancaires sont le commerce extérieur et le commerce de détail (20 %), les transports et communications (16 %), les forêts (12 %) et les autres services (28 %). Le secteur agricole ne reçoit que 4 % de l'ensemble des prêts.

**Les indicateurs de solidité financière du secteur bancaire présentent un tableau contrasté.** Les banques commerciales ont porté leur capital au niveau statutaire de 5 milliards de francs CFA, mais la liquidité du système bancaire s'amenuise, le respect de la réglementation prudentielle laisse encore à désirer et les règles ne sont pas alignées sur les meilleures pratiques internationales. La prédominance de l'État constitue également un risque.

- La hausse graduelle de la norme de capital des banques commerciales (une augmentation de 71 % en glissement annuel en août 2011) permet à celles-ci de mieux résister aux chocs et de respecter les règles prudentielles, y compris celles visant les prêts de faveur et la concentration des prêts.
- La liquidité du système bancaire s'est considérablement resserrée. Le ratio des actifs liquides aux engagements à court terme a chuté de 177 % en 2009 à 96 % en août 2011, et deux banques n'ont pas respecté la norme de liquidités de 100 %. Les dépôts à vue restent la principale source de financement des banques commerciales (50 % du total des engagements), tandis que les dépôts à terme représentent à peine 13 % du total des engagements.
- Dans la zone CEMAC, seuls le Tchad et la RCA sont débiteurs nets du secteur bancaire. Alors que les créances du secteur bancaire sur l'État sont en baisse au Tchad, elles ont triplé en RCA entre septembre 2010 et septembre 2011 et représentent désormais 1,8 % du PIB.
- La restructuration d'une banque en difficulté se poursuit. Le gouvernement l'a recapitalisée temporairement en émettant des bons du Trésor (5,5 milliards de francs CFA) et détient désormais 51 % du capital. Les actionnaires locaux ont également accru leur participation de 500 millions de francs CFA. Le désengagement de l'État de cette banque est retardé du fait que les autorités ont déclaré infructueux d'appel d'offres lancé pour sélectionner un investisseur stratégique, malgré l'intérêt exprimé par un groupe bancaire international.

## ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

### 45. L'économie centrafricaine a fait preuve de résistance et devrait amorcer une reprise à moyen terme.

La réaction vigoureuse du secteur agricole aux mesures prises au lendemain de la crise alimentaire de 2008-09 a contribué à soutenir la croissance économique dans un environnement mondial défavorable. Pour étayer la reprise, des efforts doivent être déployés pour éviter de retarder encore d'importants investissements publics et privés, notamment dans le secteur minier. Il faudra soutenir l'expansion de la production agricole par des politiques judicieuses à mesure que la sécurité sera rétablie dans l'arrière-pays. Cela est essentiel pour réduire les pressions inflationnistes attribuables au renchérissement des produits alimentaires sur le marché international. Bien que l'intégration de la RCA dans l'économie mondiale soit limitée, les autorités sont encouragées à suivre la situation afin de déceler des vulnérabilités qui pourraient apparaître si la crise mondiale s'intensifiait.

### 46. Le redémarrage de la croissance à long terme est crucial pour avancer vers la réduction de la pauvreté.

Compte tenu de la misère généralisée et des indicateurs sociaux en berne, il faudrait redoubler d'efforts pour mettre les ressources naturelles du pays au service de la relance économique. Cela requiert une stratégie globale et multidisciplinaire comme celle articulée dans le DSRP II. En plus d'adopter des politiques macroéconomiques judicieuses, la RCA devrait (i) accroître sensiblement les investissements pour répondre aux besoins en infrastructures ; (ii) améliorer le climat des affaires ; et (iii) approfondir l'intermédiation financière.

**47. Les dérapages budgétaires survenus en 2010 ont anéanti les progrès accomplis de haute lutte dans le cadre du programme appuyé par la FEC.** Compte tenu de la fin du processus électoral et de l'accalmie en matière de politique et de sécurité, il faudrait désormais se consacrer résolument à la gestion macroéconomique et au respect des règles et règlements relatifs à la GFP. À cet égard, il importe non seulement de renforcer l'obligation de rendre des comptes, mais aussi de prendre des mesures pour améliorer durablement la gouvernance.

### 48. Les efforts visant à rétablir la discipline budgétaire et la transparence sont autant de pas dans la bonne direction.

Les autorités devraient consolider les progrès récents en prenant des mesures concrètes pour garantir que l'exécution du budget soit conforme aux priorités approuvées par le Parlement. Il importe de veiller à ce que la mise en oeuvre effective des mesures convenues soit assurée par une cellule de coordination dotée d'un personnel suffisant et d'un mandat solide.

### 49. L'appartenance à l'union monétaire a permis d'atténuer les effets de la crise mondiale sur la RCA.

Il est impératif de rétablir la compétitivité hors prix en menant des réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires et à combler les besoins en infrastructures.

**50. Il est crucial de mettre en place un dispositif ordonné permettant aux autorités de réaliser leurs réformes.** Les autorités ont raison de vouloir solliciter un programme appuyé FMI. Elles doivent poursuivre résolument les mesures engagées pour

renforcer l'exécution du budget et améliorer la gouvernance. En plus des mesures de renforcement de l'administration des recettes, l'adoption en début d'année d'un mécanisme d'ajustement automatique (à cadence mensuelle) des prix des produits pétroliers permettra de préserver le cadrage budgétaire pour 2012 et fournira en partie les ressources dont le pays a tant besoin pour financer les services sociaux et les infrastructures essentiels.

**51. La gestion de la dette publique doit être renforcée.** Cela est d'autant plus nécessaire que la RCA a des capacités limitées en la matière et court un léger risque de surendettement. Pour préserver la viabilité de la dette, les nouveaux emprunts doivent absolument être contractés à des conditions concessionnelles. Les arriérés sur la dette

extérieure non rééchelonnable devraient être apurés pour rendre accessible le financement concessionnel qui convient au statut post-PPTE de la RCA.

**52. Des ressources suffisantes doivent être consacrées à la collecte des données.**

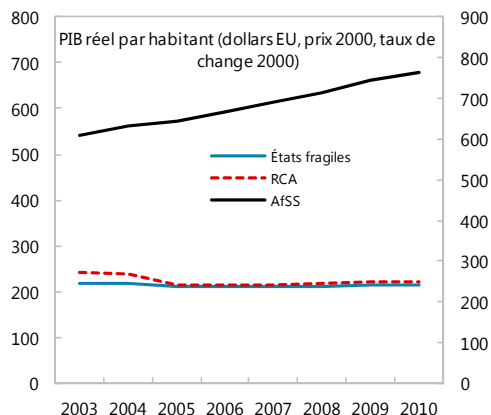
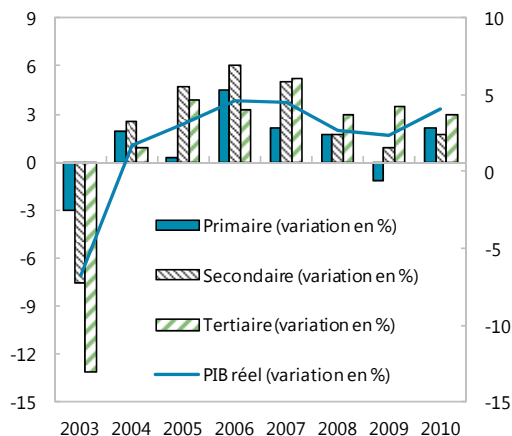
L'on ne saurait trop insister sur l'importance de statistiques fiables pour la gestion de l'économie. Les autorités sont encouragées à engager des ressources budgétaires suffisantes pour renforcer l'office statistique et lui permettre de recueillir les données fiables nécessaires pour l'analyse macroéconomique et le suivi des programmes.

**53. Cycle de consultations au titre de l'article IV.** Les services du FMI recommandent que les prochaines consultations au titre de l'article IV avec la RCA se tiennent selon le cycle normal de 12 mois.

### Graphique 3. République Centrafricaine: résultats économiques récents, 2003-10

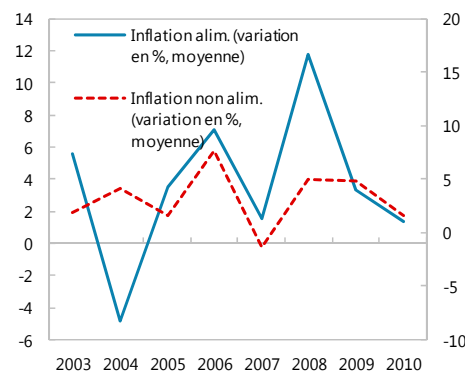
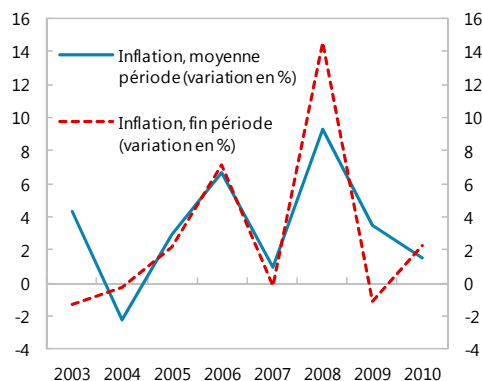
La croissance a été très modeste...

...et la RCA est restée l'un des pays les plus pauvres, même en comparaison avec les États fragiles



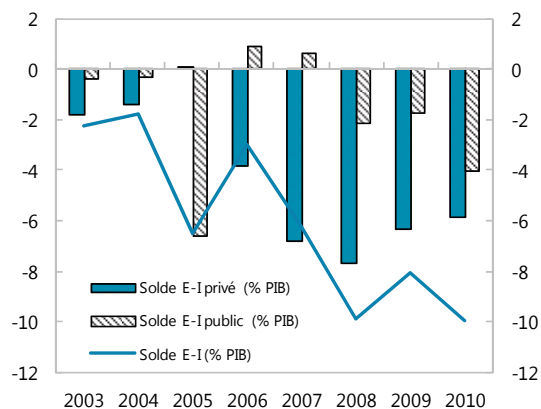
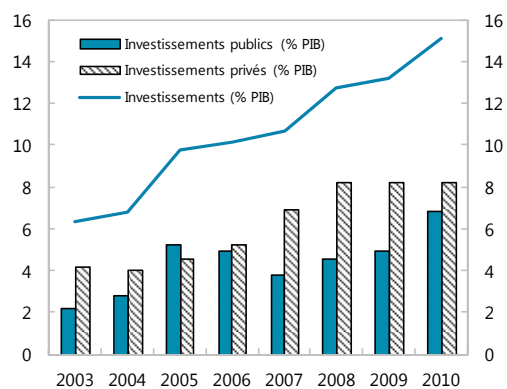
L'inflation est redescendue...

...grâce à la modération des pressions inflationnistes alimentaires.



Bien que très faibles, les investissements ont régulièrement progressé...

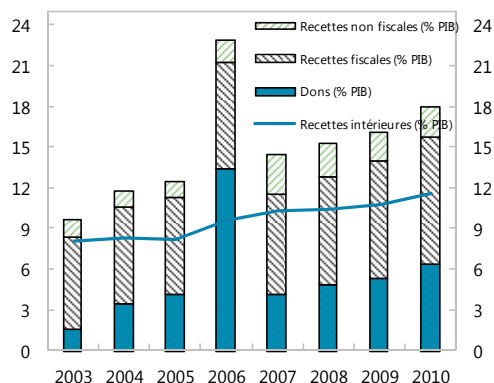
...accentuant le déséquilibre épargne /investissement.



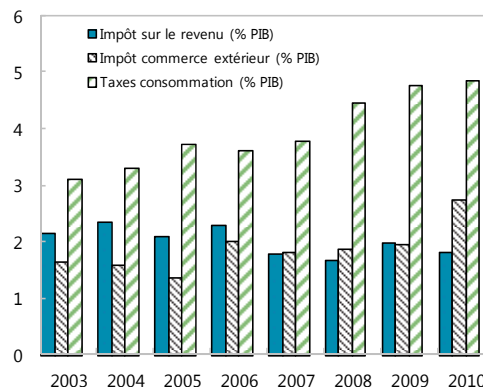
Sources: autorités centrafricaines; et estimations des services du FMI

**Graphique 4. République Centrafricaine: Évolution budgétaire, 2003–10**

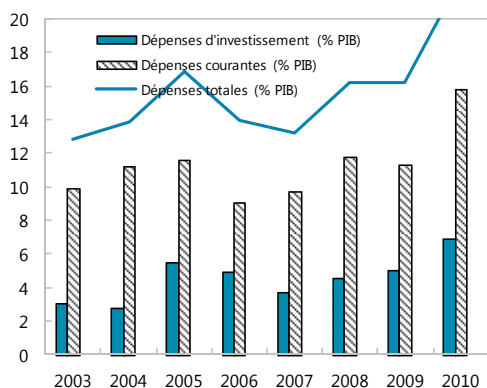
*Le recouvrement des recettes intérieures s'est modérément amélioré...*



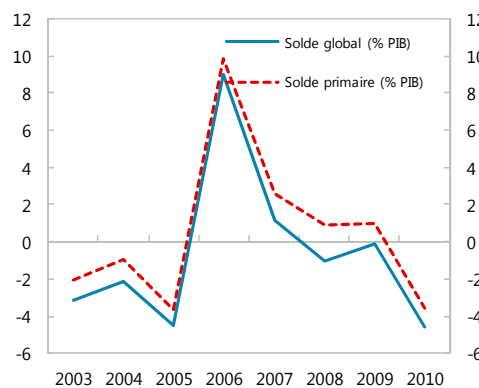
*...grâce aux taxes à la consommation.*



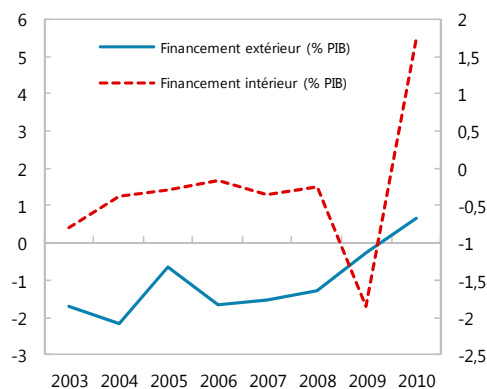
*Mais les dépenses ont augmenté nettement en 2010 avec le relâchement de la discipline*



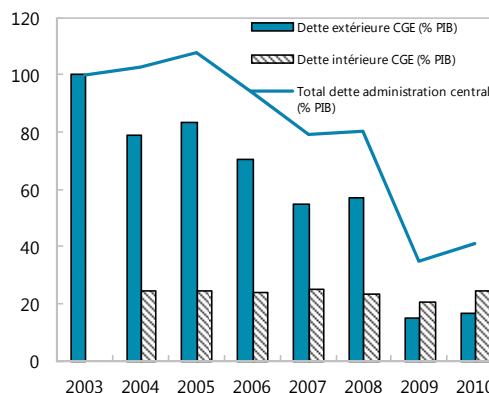
*...ce qui s'est traduit par une détérioration marquée des soldes budgétaires.*



*Le financement intérieur, y compris accumulation d'arriérés de paiement intérieurs, s'est envolé...*

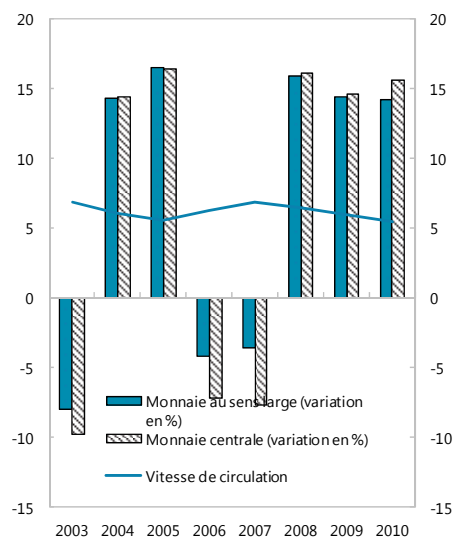
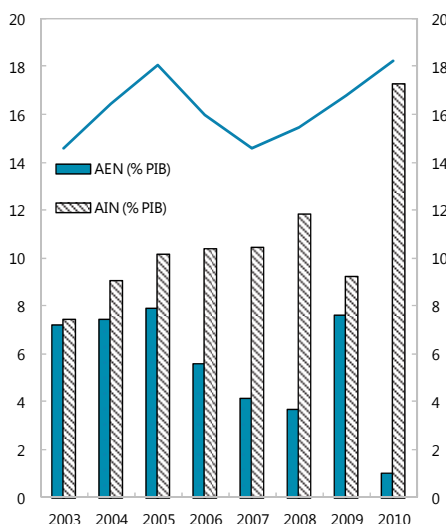


*...causant une modeste accumulation de dette publique*

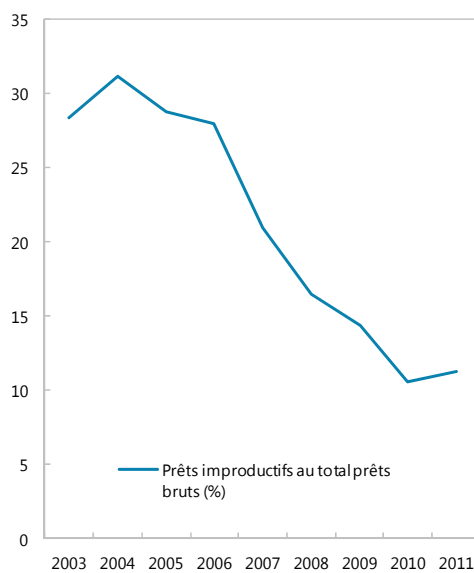
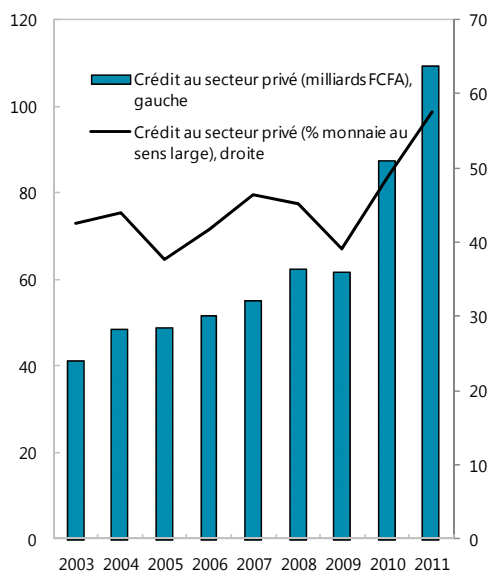


**Graphique 5. République centrafricaine: évolution monétaire, 2003–10**

**Dans l'ensemble, la masse monétaire est restée maîtrisée, la vitesse de circulation de la monnaie au sens large restant stable et les avoirs intérieurs nets augmentant en même temps que le crédit au secteur privé.**



*Le crédit au secteur privé représente une part relativement importante de la monnaie au sens large et il est resté stable par rapport au PIB.*



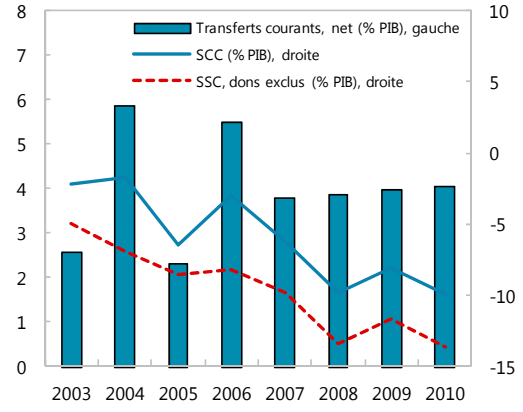
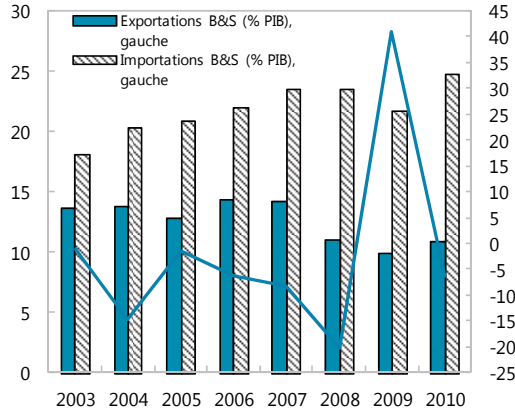
Sources : autorités centrafricaines; et estimations des services du FMI.



**Graphique 6. République centrafricaine: Évolution extérieure, 2003–10**

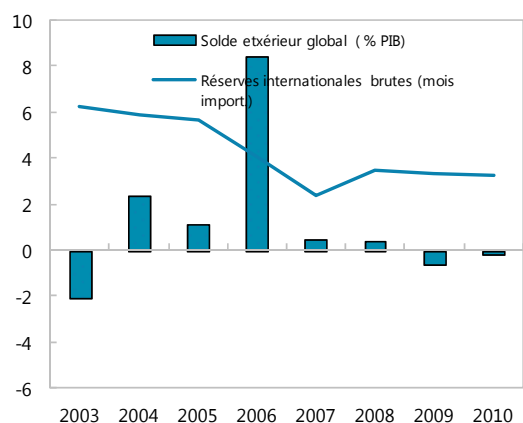
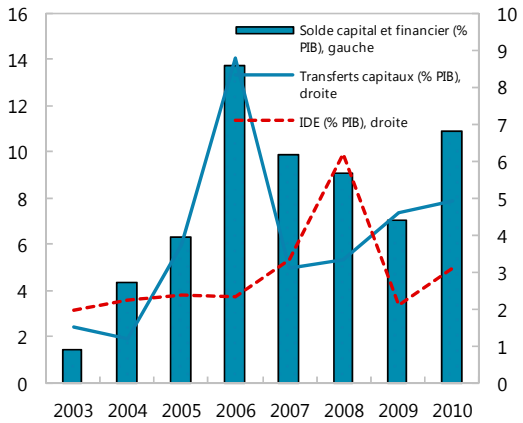
Le déficit commercial est resté important à cause de termes de l'échange défavorables...

... ce qui s'est traduit par une détérioration du solde du courant en dépit de transferts courants croissants.



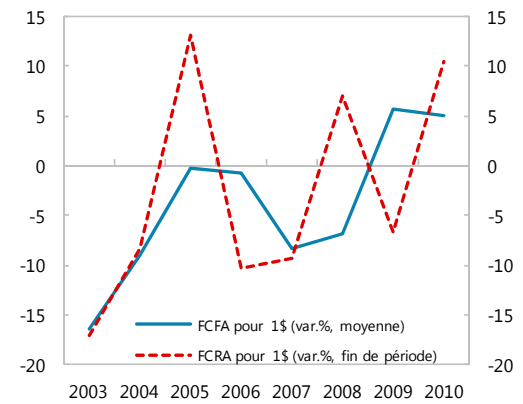
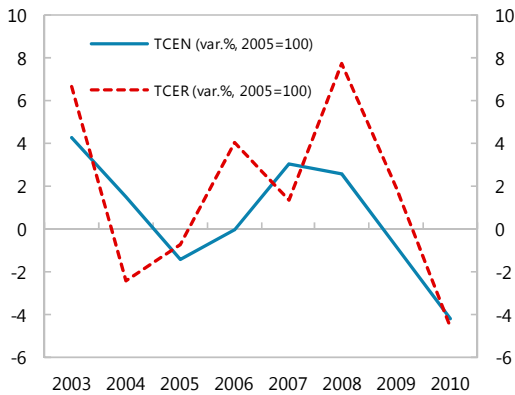
Les soldes des comptes de capital et financier étaient positifs principalement grâce à l'augmentation des transferts de capitaux, alors que les IDE restaient faibles.

La position extérieure globale était mitigée, mais la couverture des réserves est restée à des niveaux acceptables.



La compétitivité internationale s'est améliorée...

... en dépit de l'appréciation du FCFA par rapport au dollar.



Sources: autorités centrafricaines; et estimations des services du FMI.

**Tableau 1. République Centrafricaine : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008-14**

	2008	2009	2010		2011		2012	2013	2014	
			Prel. <sup>1</sup>	Est.	Prog. <sup>1</sup>	Proj.				Proj.
(Variation en pourcentage ; sauf indication contraire)										
Revenu national et prix										
PIB à prix constants	2,0	1,7	3,3	3,3	4,1	3,1	4,1	4,2	5,9	
PIB à prix courants	9,2	5,3	6,6	5,0	7,2	4,0	6,9	6,4	8,6	
Déflateur du PIB	7,0	3,6	3,2	1,7	2,4	0,3	2,8	2,1	2,6	
IPC (moyenne annuelle)	9,3	3,5	1,5	1,5	2,7	0,7	2,5	1,9	2,3	
IPC (fin de période)	14,5	-1,2	2,3	2,3	3,4	1,3	1,8	2,0	2,0	
Finances de l'administration centrale										
Total recettes et dons	15,1	11,5	9,5	17,5	1,4	-14,8	17,3	11,9	11,9	
Total dépenses	33,5	5,4	13,8	25,8	-1,9	-5,1	4,4	11,0	8,2	
Monnaie et crédit										
Avoirs intérieurs nets <sup>2</sup>	21,0	10,5	15,1	28,7	7,1	-17,1	18,5	0,4	-4,1	
Crédit intérieur <sup>2</sup>	14,2	-12,6	20,0	27,9	6,2	21,6	3,6	-0,1	-0,3	
Monnaie au sens large	15,9	14,4	7,7	14,2	7,6	5,5	8,4	7,6	7,9	
Vitesse de circulation de la monnaie au sens large (fi)	6,5	6,0	5,9	5,5	5,9	5,4	5,3	5,3	5,3	
Secteur extérieur										
Exportations, fab ( base dollar EU)	-16,9	-12,6	12,6	11,9	29,8	42,0	16,6	7,5	8,5	
Volume d'exportations des biens	-15,5	-21,9	9,2	10,0	17,7	21,0	14,6	4,8	5,0	
Importations, fab (base dollar EU)	20,3	-9,9	13,1	12,5	11,6	-2,6	19,9	8,7	7,8	
Volume d'importation des biens	-2,2	13,3	11,5	3,6	-1,8	-16,3	18,5	10,0	8,5	
Termes de l'échange	-20,1	40,8	0,8	-6,3	-2,8	0,9	0,6	3,8	4,0	
Taux de change effectif nominal	1,7	-0,8	-4,2	-4,2	...	...	...	...	...	
Taux de change effectif réel	7,5	2,0	-4,6	-4,7	...	...	...	...	...	
(Pourcentage du PIB ; sauf indication contraire)										
Épargne nationale brute	2,9	5,1	5,2	5,1	3,2	6,9	7,8	10,0	11,1	
<i>Dont</i> : transferts officiels courants	1,4	1,8	1,4	1,4	0,6	0,0	0,8	1,6	1,6	
Épargne intérieure brute	0,1	1,4	0,7	1,3	0,1	4,3	4,4	5,9	6,9	
Publique	-0,2	0,0	-0,3	-0,7	0,6	-0,6	0,2	0,4	1,0	
Secteur privé	0,4	1,4	1,0	2,0	-0,5	5,0	4,2	5,5	5,9	
Consommation	99,9	98,6	99,3	98,7	99,9	95,7	95,6	94,1	93,1	
Publique	7,1	7,5	7,6	8,2	7,4	7,8	7,5	7,5	7,6	
Secteur privé	92,8	91,1	91,7	90,5	92,5	87,9	88,1	86,6	85,5	
Investissements bruts	12,7	13,2	13,9	15,1	13,6	14,1	14,6	15,9	16,4	
Publics	4,5	4,9	5,6	6,8	5,2	5,7	5,8	6,7	6,7	
Secteur privé	8,2	8,2	8,2	8,2	8,4	8,4	8,8	9,3	9,7	
Transferts courants et revenu des facteurs (net)	2,7	3,7	4,4	3,9	3,1	2,5	3,4	4,2	4,2	
Solde du compte extérieur courant	-9,9	-8,1	-8,7	-9,9	-7,4	-7,2	-6,8	-5,9	-5,4	
Balance globale des paiements	0,4	-0,6	-0,8	-0,2	-0,4	-0,5	-2,5	-1,0	0,0	
Finances de l'administration centrale										
Total recettes	15,2	16,1	16,5	18,0	15,8	14,7	16,2	17,0	17,5	
Total dépenses <sup>3</sup>	-16,2	-16,2	-17,1	-22,8	-16,6	-17,7	-17,3	-18,0	-17,9	
Solde global <sup>3</sup>										
Dons exclus	-5,8	-5,4	-6,1	-7,7	-4,8	-6,5	-5,7	-6,4	-5,7	
Dons inclus	-1,0	-0,1	-0,6	-1,4	-0,8	-3,0	-1,1	-1,0	-0,4	
Solde primaire intérieur <sup>4</sup>	-0,5	-0,3	-0,8	-1,0	-0,1	-1,9	-0,2	-1,1	-0,7	
VAN dette extérieure contractée et garantie par l'État	36,2	7,5	16,9	10,7	15,3	12,3	13,1	13,4	13,2	
Dette du secteur public	80,3	35,0	32,7	37,8	35,4	39,6	38,3	36,6	33,8	
<i>Dont</i> : dette intérieure <sup>5</sup>	23,3	20,4	18,1	21,2	19,3	21,3	17,9	14,9	11,9	
Réserves extérieures officielles brutes (millions \$EU, fin de période)	120,6	148,4	130,9	125,1	145,6	129,0	149,7	186,4	236,1	
(mois d'importation, fab)	3,5	3,3	3,3	3,2	3,0	2,7	3,0	3,6	4,3	
PIB nominal (milliards de FCFA)	888	935	997,5	983	1 055	1 022	1 092	1 163	1 262	
Taux de change (moyenne, FCFA/dollar EU)	445,7	471,0	494,4	494,4	...	...	...	...	...	

Sources : autorités centrafricaines et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Note d'orientation pour le nouvel accord au titre de la FCE ( avril 2011).<sup>2</sup> Pourcentage de la monnaie au sens large au début de la période.<sup>3</sup> Les dépenses sont sur une base caisse pour les dépenses la période courante.<sup>4</sup> Exclut les dons, les paiements d'intérêts et les dépenses d'investissement financées sur l'extérieur.<sup>5</sup> Comprend la dette de l'État envers la BEAC et les banques commerciales, les arriérés de l'État et la dette intérieure des entreprises publiques.

**Tableau 2. République Centrafricaine: Opérations financières du gouvernement central, 2008–14**  
 (milliards FCFA)

	2008	2009	2010	2011		2012		2013	2014
				Prel.	Budget	Proj.	Budget		
Recettes	134,7	150,3	176,5	200,5	150,4	206,0	176,5	197,5	221,0
Recettes intérieures	92,5	100,8	114,3	115,7	114,2	124,4	126,4	135,0	154,0
Recettes fiscales	70,7	81,1	92,0	105,4	97,3	91,5	108,5	121,3	138,4
Taxes sur les bénéfices et les biens	14,6	18,4	17,8	27,0	19,2	...	21,1	23,5	26,7
Taxes sur les biens et les services	56,0	62,7	74,2	78,4	78,1	...	87,4	97,7	111,7
<i>Dont: Commerce international</i>	16,5	18,2	26,9	...	27,3	...	30,3	33,8	38,8
Recettes non fiscales	21,8	19,8	22,3	10,3	16,9	32,9	17,8	13,7	15,6
<i>PM: Rrecettes affectées</i>	0,0	28,5	4,2	15,4	4,6	26,7	5,6	0,0	0,0
Dons	42,3	49,4	62,2	84,8	36,2	81,6	50,1	62,6	67,0
Programme	12,6	16,6	13,8	13,3	0,0	0,0	9,3	18,9	20,5
Projet	29,7	32,8	48,4	71,5	36,2	81,6	40,9	43,7	46,5
Dépenses <sup>2</sup>	-143,6	-151,3	-190,4	-200,0	-180,6	-233,4	-188,6	-209,3	-226,5
Dépenses primaires courantes	-86,9	-94,5	-113,3	-101,3	-113,9	-117,8	-117,8	-125,3	-137,1
Traitements et salaires	-38,6	-42,1	-43,3	-45,5	-46,2	-50,8	-50,8	-54,1	-58,7
Transferts et subventions <sup>3</sup>	-24,2	-24,7	-32,3	-25,8	-34,6	-35,8	-35,8	-38,1	-41,4
Biens et services	-24,1	-27,7	-37,6	-29,9	-33,2	-31,2	-31,2	-33,2	-37,1
Intérêts exigibles	-16,6	-10,5	-9,9	-4,4	-8,3	-5,9	-7,9	-6,3	-5,1
extérieurs	-9,0	-4,1	-2,0	-0,4	-1,7	...	-1,4	-1,1	-0,8
intérieurs	-7,7	-6,4	-7,9	-4,0	-6,6	...	-6,5	-5,1	-4,3
Dépenses d'investissement	-40,1	-46,3	-67,2	-94,4	-58,4	-109,7	-62,9	-77,7	-84,3
Financées sur l'intérieur	-10,4	-9,2	-11,1	-13,3	-19,5	-16,7	-11,2	-22,4	-25,2
Financées sur l'extérieur	-29,7	-37,0	-56,1	-81,0	-38,8	-93,0	-51,7	-55,3	-59,1
Soilde global									
Dons exclus	-51,2	-50,5	-76,1	-84,4	-66,4	-109,0	-62,2	-74,3	-72,5
<i>Dont: solde primaire intérieur <sup>4</sup></i>	-4,8	-3,0	-10,1	1,1	-19,3	-10,1	-2,6	-12,8	-8,3
Dons inclus	-8,9	-1,1	-13,9	0,5	-30,2	-27,4	-12,1	-11,8	-5,5
Variation nette des arriérés ((-) = réduction)	-4,9	-4,5	-6,2	-12,0	6,8	-5,0	-18,0	-15,0	-15,0
Intérieurs	-4,9	-4,5	-7,5	-12,0	5,1	-5,0	-15,0	-15,0	-15,0
Extérieurs	0,0	0,0	1,3	0,0	1,7	0,0	-3,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions	-5,3	17,6	-8,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Soilde global, base caisse	-19,2	12,0	-28,9	-11,5	-23,4	-32,4	-30,0	-26,8	-20,5
Financement identifié	19,2	-12,0	28,9	-7,0	22,1	-2,4	-7,6	-3,9	-6,5
Extérieur, net	5,8	3,7	6,4	3,7	1,1	-2,4	3,5	4,1	4,8
Prêts projets	0,0	4,2	7,7	5,1	2,6	10,8	10,8	11,6	12,6
Prêts programmes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement exigible	-11,3	-6,6	-1,3	-1,3	-1,5	-13,3	-7,4	-7,6	-7,8
Financement exceptionnel	17,1	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris <sup>5</sup>	1,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres <sup>6</sup>	16,1	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieur, net	13,4	-15,7	22,5	-10,7	20,9	...	-11,1	-8,0	-11,3
Système bancaire	8,8	-6,2	22,1	-9,5	18,6	...	-8,4	-8,0	-11,3
Contrepartie aux ressources FMI (BEAC)	4,9	18,7	6,5	0,0	0,0	...	0,0	-1,1	-2,6
Banque centrale	-3,0	-12,7	10,9	-4,7	14,2	...	-4,4	-4,4	-8,4
Banques commerciales	6,9	-12,1	4,7	-4,8	4,4	...	-4,0	-2,6	-0,2
<i>Dont: nouvelles émissions obligataires:</i>	0,0	0,0	0,0	...	0,0	...	0,0	0,0	0,0
Non bancaires <sup>7</sup>	4,6	-9,6	0,4	-1,2	2,3	...	-2,7	0,0	0,0
<i>Dont: nouvelles émissions obligataires</i>	...	...	0,0	...	0,0	...	0,0	0,0	0,0
Besoin résiduel de financement	0,0	0,0	0,0	18,5	1,4	34,8	37,6	30,7	27,0
<i>Pour mémoire :</i>									
Total dette publique	712,7	327,2	370,9	...	404,5	...	418,8	425,6	426,5
Dette intérieure de l'État	207,1	190,4	208,8	...	217,6	...	195,4	173,3	149,6
<i>Dont: arriérés intérieurs</i>	109,8	105,2	119,7	...	124,8	...	109,8	94,8	79,8
Dépenses DDR	0,0	0,4	1,9	0,0	2,6	...	...	...	...
PIB nominal	888	935	983	1 060	1 022	1 080	1 092	1 163	1 262

Sources: autorités centrafricaines; et estimations et projections des services du FMI

<sup>1</sup> Note d'orientation pour le nouvel accord au titre de la FEC ( avril 2011).

<sup>2</sup> Les dépenses sont sur une base caisse, à l'exception des intérêts, qui sont enregistrés sur une base exigible.

<sup>3</sup> En 2009 et au-delà, inclut les dépenses pour le processus de paix (DDR).

<sup>4</sup> Exclut les dons, les paiements d'intérêts et les dépenses d'investissement financé sur l'extérieur

<sup>5</sup> Reflète l'accord de rééchelonnement et le moratoire du Club de Paris d'avril 2007

<sup>6</sup> Inclut l'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE des créanciers multilatéraux et autres bilatéraux. Pour 2008-09, inclut aussi le service de la dette aux créanciers hors Club de Paris et commerciaux. À partir de la mi-2009, reflète la totalité de l'allègement PPTE et IADM sur une base flux.

<sup>7</sup> Inclut les remboursements aux banques commerciales de la CEMAC et aux fournisseurs intérieurs de pétrole en 2009 et sur les futures émissions obligataires.

**Tableau 3. République Centrafricaine : Opérations financières du gouvernement central, 2008-14**

(pourcentage du PIB)

	2008	2009	2010	2011		2012		2013	2014
				Prél.	Budget	Proj.	Budget		
Recettes	15,2	16,1	18,0	18,9	14,7	19,1	16,2	17,0	17,5
Recettes intérieures	10,4	10,8	11,6	10,9	11,2	11,5	11,6	11,6	12,2
Recettes fiscales	8,0	8,7	9,4	9,9	9,5	8,5	9,9	10,4	11,0
Impôts sur les bénéficiaires et sur les biens	1,6	2,0	1,8	2,6	1,9	...	1,9	2,0	2,1
Impôts sur les biens et les services	6,3	6,7	7,6	7,4	7,6	...	8,0	8,4	8,8
<i>Dont</i> : taxes sur le commerce international	1,9	1,9	2,7	...	2,7	...	2,8	2,9	3,1
Recettes non fiscales	2,5	2,1	2,3	1,0	1,7	3,0	1,6	1,2	1,2
<i>PM: Recettes allouées</i>	...	3,0	0,4	1,4	0,5	2,5	0,5	0,0	0,0
Dons	4,8	5,3	6,3	8,0	3,5	7,6	4,6	5,4	5,3
Programme	1,4	1,8	1,4	1,3	0,0	0,0	0,8	1,6	1,6
Projet	3,3	3,5	4,9	6,8	3,5	7,6	3,7	3,8	3,7
Dépenses <sup>2</sup>	-16,2	-16,2	-19,4	-18,9	-17,7	-21,6	-17,3	-18,0	-17,9
Dépenses primaires courantes	-9,8	-10,1	-11,5	-9,6	-11,2	-10,9	-10,8	-10,8	-10,9
Traitements et salaires	-4,3	-4,5	-4,4	-4,3	-4,5	-4,7	-4,6	-4,6	-4,6
Transferts et subventions <sup>3</sup>	-2,7	-2,6	-3,3	-2,4	-3,4	-3,3	-3,3	-3,3	-3,3
Biens et services	-2,7	-3,0	-3,8	-2,8	-3,2	-2,9	-2,9	-2,9	-2,9
Intérêts exigibles	-1,9	-1,1	-1,0	-0,4	-0,8	-0,5	-0,7	-0,5	-0,4
Extérieurs	-1,0	-0,4	-0,2	0,0	-0,2	...	-0,1	-0,1	-0,1
Intérieurs	-0,9	-0,7	-0,8	-0,4	-0,6	...	-0,6	-0,4	-0,3
Dépenses d'investissement	-4,5	-4,9	-6,8	-8,9	-5,7	-10,2	-5,8	-6,7	-6,7
Financées sur l'intérieur	-1,2	-1,0	-1,1	-1,3	-1,9	-1,5	-1,0	-1,9	-2,0
Financées sur l'extérieur	-3,3	-4,0	-5,7	-7,6	-3,8	-8,6	-4,7	-4,8	-4,7
Solde global									
Dons exclus	-5,8	-5,4	-7,7	-8,0	-6,5	-10,1	-5,7	-6,4	-5,7
<i>Dont: solde primaire intérieur</i> <sup>4</sup>	-0,5	-0,3	-1,0	0,1	-1,9	-0,9	-0,2	-1,1	-0,7
Dons inclus	-1,0	-0,1	-1,4	0,0	-3,0	-2,5	-1,1	-1,0	-0,4
Variation nette des arriérés (-) = réduction	-0,6	-0,5	-0,6	-1,1	0,7	-0,5	-1,6	-1,3	-1,2
Intérieurs	-0,6	-0,5	-0,8	-1,1	0,5	-0,5	-1,4	-1,3	-1,2
Extérieurs	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	-0,3	0,0	0,0
Erreurs et omissions	-0,6	1,9	-0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global, base caisse	-2,2	1,3	-2,9	-1,1	-2,3	-3,0	-2,7	-2,3	-1,6
Financement identifié	2,2	-1,3	2,9	-0,7	2,2	-0,2	-0,7	-0,3	-0,5
Extérieur, net	0,7	0,4	0,7	0,4	0,1	-0,2	0,3	0,4	0,4
Prêts projets	0,0	0,4	0,8	0,5	0,3	1,0	1,0	1,0	1,0
Prêts programmes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement exigible	-1,3	-0,7	-0,1	-0,1	-0,1	-1,2	-0,7	-0,6	-0,6
Financement exceptionnel	1,9	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris <sup>5</sup>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres <sup>6</sup>	1,8	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieur, net	1,5	-1,7	2,3	-1,0	2,0	...	-1,0	-0,7	-0,9
Système bancaire	1,0	-0,7	2,2	-0,9	1,8	...	-0,8	-0,7	-0,9
Contrepartie aux ressources du FMI (BEAC)	0,6	2,0	0,7	0,0	0,0	...	0,0	-0,1	-0,2
Banque centrale	-0,3	-1,4	1,1	-0,4	1,4	...	-0,4	-0,4	-0,7
Banques commerciales	0,8	-1,3	0,5	-0,5	0,4	...	-0,4	-0,2	0,0
<i>Dont: nouvelles émissions obligataires</i>	...	...	...	0,0	0,0	...	0,0	0,0	0,0
Non bancaires <sup>7</sup>	0,5	-1,0	0,0	-0,1	0,2	...	-0,2	0,0	0,0
<i>Dont: nouvelles émissions obligataires</i>	...	...	...	0,0	0,0	...	0,0	0,0	0,0
Besoin en financement résiduel	0,0	0,0	0,0	1,7	0,1	3,2	3,4	2,6	2,1
<i>Pour mémoire :</i>									
Total dette de l'État	80,3	35,0	37,8	...	39,6	...	38,3	36,6	33,8
Dette intérieure de l'État	23,3	20,4	21,2	...	21,3	...	17,9	14,9	11,9
<i>Dont: arriérés intérieurs</i>	12,4	11,3	12,2	...	12,2	...	10,0	8,2	6,3
Dépenses DDR	...	0,0	0,2	...	0,3	...	...	...	...

Sources: Autorités centrafricaine; estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Note d'orientation pour le nouvel accord au titre de la FEC ( avril 2011).<sup>2</sup> Les dépenses sont sur une base caisse, à l'exception des intérêts qui sont enregistrés sur une base exigible.<sup>3</sup> En 2009 et au-delà, inclut les dépenses du processus de paix (DDR).<sup>4</sup> Exclut les dons, les paiements d'intérêts et les dépenses d'investissement financées sur l'extérieur.<sup>5</sup> Reflète le rééchelonnement et l'accord moratoire du Club de Paris d'avril 2007.<sup>6</sup> Inclut l'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE des créanciers multilatéraux et autres bilatéraux. Pour 2008-09, inclut aussi le service de la dette aux créanciers non-Club de Paris et commerciaux. À compter de la mi-2009, reflète la totalité de l'allègement de la dette au titre des initiatives PPTE et IADM sur une base flux.<sup>7</sup> Inclut les remboursements aux banques commerciales de la CEMAC et aux fournisseurs intérieurs de pétrole en 2009 et au titre des futures émissions obligataires.

**Tableau 4. République Centrafricaine : Situation monétaire, 2008–14**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
				Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
(milliards de FCFA, fin de période)							
Avoirs extérieurs nets	32,3	71,0	9,5	15,2	31,5	46,4	72,8
Banque des états d'Afrique centrale (BEAC)	28,4	57,4	-1,0	-4,1	11,9	26,5	52,6
Banques commerciales	3,9	13,6	10,5	19,3	19,6	19,9	20,2
Avoirs intérieurs nets	109,7	124,1	169,2	138,5	173,5	174,3	165,4
Crédit intérieur	160,8	143,5	187,2	225,9	232,7	232,5	231,8
Crédit au secteur public	96,7	80,3	98,5	114,6	107,0	99,0	87,0
Crédit à l'administration centrale (net)	102,1	82,3	106,8	123,5	116,7	108,9	97,9
BEAC	83,4	75,7	95,5	107,9	103,7	98,6	87,8
Compte courant	17,6	21,5	22,4	22,8	18,4	14,1	9,4
Prêts consolidés	42,0	43,4	44,7	45,3	45,3	45,3	41,5
FMI (net)	30,7	35,7	44,6	42,8	43,0	42,2	39,9
Dépôts	-6,8	-24,9	-16,2	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0
Banques commerciales	18,7	6,6	11,3	15,6	13,0	10,4	10,1
Crédit aux autres organes publics (net)	-5,5	-2,0	-8,2	-8,9	-9,7	-10,0	-10,9
Crédit à l'économie	64,2	63,2	88,7	111,3	125,7	133,6	144,8
Entreprises publiques	2,1	1,7	1,6	2,3	2,3	2,3	2,3
Secteur privé	62,0	61,5	87,0	109,0	123,4	131,3	142,5
Autres postes (net)	-51,1	-19,4	-18,0	-87,3	-59,2	-58,2	-66,4
Monnaie et quasi-monnaie	137,3	156,97	179,2	189,2	205,0	220,7	238,2
Monnaie	72,9	78,0	94,4	108,3	118,0	131,2	141,0
Dépôts	64,4	79,0	84,8	80,9	87,0	89,5	97,2
Dépôts à vue	40,0	51,3	55,0	52,4	56,4	58,0	63,0
Dépôts à terme et épargne	24,3	27,6	29,8	28,4	30,6	31,4	34,1
(Variation annuelle un pourcentage, en pourcentage de la monnaie au sens large en début de période)							
Avoirs extérieurs nets	-1,1	28,2	-39,1	3,2	8,6	7,3	12,0
Avoirs intérieurs nets	21,0	10,5	28,7	-17,1	18,5	0,4	-4,1
Crédit intérieur net	14,2	-12,6	27,9	21,6	3,6	-0,1	-0,3
Crédit net à l'administration centrale	10,6	-14,4	15,6	9,3	-3,6	-3,8	-5,0
Crédit à l'économie	4,3	-0,7	16,2	12,6	7,6	3,9	5,1
Monnaie est quasi monnaie	15,9	14,4	14,2	5,5	8,4	7,6	7,9
(Variation annuelle en pourcentage)							
Monnaie centrale	19,8	28,1	3,4	17,6	17,8	9,8	7,7
Crédit à l'économie	8,6	-1,5	40,3	25,5	12,9	6,3	8,4
Entreprises publiques	-49,0	-20,0	-4,2	40,4	0,0	0,0	0,0
Secteur privé	13,0	-0,8	41,5	25,2	13,2	6,4	8,6
<i>Pour mémoire :</i>							
Réserves extérieures officielles brutes ( milliar	58,1	66,7	62,1	58,8	69,0	86,7	110,7
AIN de la banque centrale (milliards de FCFA)	53,4	47,4	109,3	131,5	138,2	138,4	124,9
Monnaie centrale (milliards de FCFA)	81,8	104,8	108,3	127,4	150,1	164,8	177,6
PIB nominal (8 milliards de FCFA)	888	935	983	1 022	1 092	1 163	1 262
Vitesse de circulation ( PIB/monnaie au sens large)							
Fin de période	6,5	6,0	5,5	5,4	5,3	5,3	5,3
Sources: autorités centrafricaines; et estimations et projections des services FMI.							

**Tableau 5. République Centrafricaine : Balance des paiements, 2008–14**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prel.	Prel.	Prel.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
(milliards de FCFA)							
Solde des transactions courantes	-87,6	-75,7	-97,7	-74,0	-74,5	-68,8	-67,6
Biens	-68,4	-66,9	-79,4	-42,1	-53,4	-60,0	-64,3
Exportation, fab	66,1	61,0	71,7	94,8	110,3	119,6	130,9
Diamants	22,2	23,3	25,9	30,9	34,8	37,0	39,3
Grumes	33,6	24,7	29,6	42,6	52,5	57,5	63,7
Importations, fab	-134,4	-128,0	-151,1	-136,9	-163,7	-179,6	-195,3
Produits pétroliers	-41,3	-30,9	-40,6	-38,6	-48,5	-52,2	-57,2
Programme d'investissements publics	-12,0	-12,1	-18,1	-15,7	-16,9	-20,9	-22,7
Services (net)	-43,5	-43,0	-56,3	-57,7	-57,9	-57,2	-55,7
Crédit	30,4	30,6	34,4	35,1	36,2	37,4	39,2
Débit	-73,9	-73,6	-90,7	-92,9	-94,2	-94,5	-94,9
Revenu (net)	-9,9	-2,6	-1,6	-1,4	-1,2	-0,9	-0,5
Crédit	6,7	7,3	7,9	8,3	8,6	9,0	9,5
Débit	-16,6	-9,9	-9,5	-9,7	-9,9	-9,9	-10,1
Transferts (net)	34,1	36,9	39,6	27,2	38,1	49,2	53,0
privés	2,3	2,9	3,5	4,1	4,1	4,0	3,9
officiels	31,8	34,0	36,1	23,1	34,0	45,2	49,1
Compte de capital	29,7	43,0	48,4	36,2	40,9	43,7	46,5
Prêts-projets	29,7	32,8	48,4	36,2	40,9	43,7	46,5
Dons et transferts de capitaux	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier	61,2	26,8	47,1	38,4	10,8	13,1	20,8
Investissements directs	55,2	19,9	30,4	33,2	34,5	36,0	38,1
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	6,0	6,9	16,7	5,2	-23,8	-22,9	-17,3
Erreurs et omissions	-9,8	3,9	-9,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global	3,3	-5,9	-2,1	0,6	-22,8	-11,9	-0,3
Financement identifié	6,5	2,0	11,2	-2,0	-14,8	-18,8	-26,7
Mouvements nets des réserves officielles	-10,5	-4,1	11,2	3,3	-10,2	-18,8	-26,7
Crédit FMI net	6,5	6,6	6,5	0,0	0,0	-1,1	-2,6
Allocations DTS	0,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres réserves (augmentation = -)	-17,1	-10,7	4,6	3,3	-10,2	-17,7	-24,1
Financement exceptionnel	17,1	6,1	0,0	-5,3	-4,6	0,0	0,0
Rééchelonnement de la dette	17,1	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre financement exceptionnel <sup>2</sup>	0,0	0,0	0,0	-5,3	-4,6	0,0	0,0
Besoin résiduel de financement	0,0	0,0	0,0	1,4	37,6	30,7	27,0
<i>Pour mémoire :</i>							
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
Termes de l'échange	-20,1	40,8	-6,3	0,9	0,6	3,8	4,0
Réserves extérieures officielles brutes							
(milliards de FCFA, fin de période)	58,1	66,7	62,1	58,8	69,0	86,7	110,7
(mois d'importations, fab)	3,3	3,3	3,2	2,7	3,0	3,6	4,3
Compte courant (pourcentage du PIB)	-9,9	-8,1	-9,9	-7,2	-6,8	-5,9	-5,4
Compte de capital (pourcentage du PIB)	3,3	4,6	4,9	3,5	3,7	3,8	3,7
VAN de la dette extérieure contractée est garantie par l'État (%)	36,2	7,5	10,7	12,3	13,1	13,4	13,2
PIB nominal (milliards de FCFA)	888	935	983	1 022	1 092	1 163	1 262

<sup>1</sup> L'allocation de DTS (38,1 milliard de FCFA) est enregistrée en tant qu'entrée dans la rubrique " compte financier/secteur public (net)".

L'augmentation correspondante des réserves officielles est reflétée en tant que poste dans les mouvements nets des réserves officielles.

<sup>2</sup> Inclut l'allègement de la dette PPTE par les créanciers multilatéraux. Pour 2008-09, inclut le service de la dette aux créanciers hors Club de Paris et commerciaux. À partir de 2010, reflète l'allègement total de la dette PPTE et IADM sur une base flux.

**Tableau 6. République Centrafricaine : Principaux indicateurs de solidité financière (en pourcentage, sauf indication contraire)**

	2001	2004	2007	2008	2009	2010	Août 2011
<b>Fonds propres</b>							
Fonds propres réglementaires/actifs pondérés par risques <sup>1,2</sup>	10,2	11,0	16,2	17,4	16,1	16,1	24,1
Fonds propres de base (Tier 1)/actifs pondérés par risques <sup>2</sup>	10,1	12,8	16,3	17,7	16,5	16,5	21,8
Fonds propres/actifs <sup>3</sup>	15,6	15,9	15,6	15,3	16,3	15,8	19,9
<b>Qualité des actifs</b>							
Prêts improductifs (bruts)/total des prêts (brut) <sup>4</sup>	26,4	31,1	21,0	16,5	14,4	10,6	11,2
Prêts improductifs (bruts)/total des prêts hors prêts à l'État (brut)	21,9	24,9	16,7	14,5	13,5	11,7	12,1
Prêts improductifs (net de provisions)/capital réglementaire <sup>2</sup>	80,5	94,8	38,0	25,8	45,9	8,4	14,4
Provisions pour pertes sur prêts/prêts improductifs	76,0	87,3	83,1	82,8	73,3	91,9	79,5
<b>Produit et rentabilité</b>							
Rendement de l'actif <sup>5</sup>	-0,2	1,9	6,3	2,2	1,3	2,6	...
Rendement des fonds propres <sup>6</sup>	-1,5	9,3	21,0	13,0	7,8	13,3	...
<b>Liquidité</b>							
Ratio prêts nets/total des dépôts <sup>7</sup>	112,0	108,7	106,1	114,6	114,7	122,4	115,1
Actifs liquides/total des actifs	11,2	25,2	34,3	34,3	28,0	27,8	14,6
Actifs liquides/passifs à court terme	72,9	119,9	182,8	131,4	177,3	132,6	95,6
Actifs des banques (milliards FCFA)	52,7	59,5	98,4	113,8	136,1	156,6	174,7
Dépôts des banques (milliards FCFA)	41,8	46,0	76,5	84,8	106,7	114,5	127,9

Source : BEAC, COBAC, et estimations des services du FMI à partir des définitions du Guide d'établissement des indicateurs de solidité financière publié par le FMI.

<sup>1</sup> Les provisions pour pertes sur prêts spécifiques sont exclues de la définition des fonds propres. Les provisions pour pertes sur prêts générales sont incluses dans les fonds propres complémentaires (Tier 2) à hauteur de 1,25% des actifs pondérés par risques. Les fonds propres réglementaires sont la somme des fonds propres de base et du minimum des fonds propres de base et des fonds propres complémentaires.

<sup>2</sup> Les actifs pondérés par les risques sont estimés à l'aide des pondérations de risque suivantes: 0% – réserves de trésorerie en monnaie locale et en devises et les créances sur la banque centrale et l'État; 20% - créances sur les banques correspondantes en devises; 100% - tous les autres actifs.

<sup>3</sup> Les provisions pour pertes sur prêts sont exclues de la définition des fonds propres.

<sup>4</sup> Le total des prêts est égal à la somme des créances sur l'économie net des créances sur les institutions financières, des crédits aux non-résidents et des créances sur l'État, net des bons du Trésor et instruments connexes (bons d'équipement).

<sup>5</sup> Ratio des bénéfices après impôts à la moyenne du total des actifs en début et en fin de période.

<sup>6</sup> Ratio des bénéfices après impôts à la moyenne des fonds propres en début et de fin de période net des provisions pour pertes de prêts spécifiques.

<sup>7</sup> Y compris dépôts de l'État.

**Tableau 7. République Centrafricaine : Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990–2009**

	1990	1995	2000	2005	2009
<b>Éliminer l'extrême pauvreté et la faim <sup>1</sup></b>					
Ratio emploi/population, 15+, total (%)	73	73	73	73	73
Ratio emploi/population, 15-24 ans, total (%)	59	58	58	58	58
PIB par personne occupée (PPA, \$ constants de 1990)	..	..	..	..	..
Part des 20 % les plus pauvres de la population dans le revenu	..	2	..	5	..
Malnutrition, insuffisance pondérale (% des enfants de moins de cinq ans)	..	23	22	..	..
Écart de pauvreté à 1,25\$/jour (PPA) (%)	57	..	..	28	31
Pourcentage de population à 1,25\$/jour (PPA) (% population)	83	..	..	62	63
Emplois vulnérables, total (% total emplois)	..	..	..	..	..
<b>Assurer l'éducation primaire pour tous <sup>2</sup></b>					
Taux d'alphabétisation, jeunes femmes (% des femmes de 15 à 24 ans)	35	..	47	..	57
Taux d'alphabétisation, jeunes hommes (pourcentage des hommes de 15 à 24 ans)	63	..	70	..	72
Écoliers achevant la dernière année d'études primaires, total (% of cohorte)	..	..	..	..	46
Taux d'achèvement du cycle primaire, total (% de la tranche d'âge concernée)	30	..	..	26	38
Scolarisation totale, primaire (% net)	58	..	..	48	67
<b>Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes <sup>3</sup></b>					
Proportion des sièges occupés par des femmes au Parlement national (%)	4	4	7	11	11
Ratio filles/garçons des inscriptions au primaire (%)	63	..	68	69	71
Ratio filles/garçons des inscriptions au secondaire (%)	40	..	..	..	56
Ratio filles/garçons des inscriptions au supérieur (%)	19	..	19	28	43
Proportion femmes salariées dans le secteur non agricole (% emplois non agricoles total)	..	..	..	46,8	..
<b>Réduire la mortalité infantile <sup>4</sup></b>					
Vaccination, rougeole (% des enfants de 12 à 23 mois)	82	46	36	62	62
Taux de mortalité infantile ( pour 1000 naissances vivantes)	115	119	119	115	112
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1000)	175	183	184	177	171
<b>Améliorer la santé maternelle <sup>5</sup></b>					
Taux de fécondité des adolescentes ( naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	..	..	128	115	96
Accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (% du total)	..	46	44	53	44
Taux de contraception (% des femmes de 15 à 49 ans)	..	15	28	19	..
Taux de mortalité maternelle (est., pour 100 000 naissances vivantes)	880	890	900	910	850
Femmes enceintes recevant des soins prénataux (%)	..	67	62	69	..
Besoins non satisfaits en matière de contraception (% femmes mariées 15-49 ans)	..	16	..	..	..
<b>Combattre le VIH sida, le paludisme et d'autres maladies <sup>6</sup></b>					
Proportion d'enfants de moins de cinq ans atteints de fièvre traités au moyen de médicaments antipaludé	..	..	69	57	..
Utilisation de préservatifs, population 15-24 ans, femmes (% de femmes 15-24 ans)	..	..	..	..	..
Utilisation de préservatifs, population 15-24 ans, hommes (% hommes 15-24 ans)	..	..	..	..	..
Incidence de la tuberculose ( pour 100 000 personnes)	145	209	302	363	327
Prévalence du VIH, femmes (% 15-24 ans)	..	..	..	..	2,2
Prévalence VIH, hommes (% 15-24 ans)	..	..	..	..	1
Prévalence du VIH, total (% population 15-49 ans)	3,1	9,7	9,4	6,6	4,7
Taux de détection de la tuberculose (% , toutes formes)	50	48	20	22	60
<b>Assurer un environnement durable <sup>7</sup></b>					
Émissions CO2 (kg PPA \$ PIB)	0	0	0	0	0
Émissions CO2 (tonnes métriques par habitant)	0	0	0	0	0
Zones forestières (% de la superficie terrestre)	37,2	..	36,8	36,5	36,3
Installations sanitaires améliorées (% de la population y ayant accès)	11	15	22	29	34
Ressources en eau améliorée (% de la population y ayant accès)	58	60	63	65	67
Zones marines protégées (% des eaux territoriales)	..	..	..	..	..
APD nette reçue par habitant (\$ EU courants)	85	50	20	22	54
<b>Mettre en place un partenariat mondial pour le développement <sup>8</sup></b>					
Service de la dette (CGE et FMI uniquement, % des exportations, hors envois de fonds)	12	12	14	0	5
Utilisateurs d'Internet ( pour 100 habitants)	0	0	0,1	0,3	0,5
Abonnements au téléphone mobile ( pour 100 habitants)	0	0	0	2	4
Lignes de téléphone (pour 100 habitants)	0	0	0	0	0
taux de fécondité, total (naissances par femme)	6	6	5	5	5

Source: Base de données des indicateurs de développement dans le monde, 2011.

1/ Cible de l'objectif 1: Réduire de moitié entre 1990 et 2015, la proportion de personnes dont le revenu est inférieur à 1\$/jour.

Réduire de moitié entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim.

2/ Cible de l'objectif 2: assurer que, d'ici 2015, les enfants partout dans le monde, garçons et filles, puissent terminer l'enseignement primaire.

3/ Cible de l'objectif 3: Éliminer la disparité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, de préférence d'ici à 2005 et à tous les niveaux de l'éducation au plus tard en 2015.

4/ Cible de l'objectif 4: Réduire des deux tiers, entre 1990 et 2015, la mortalité des moins de cinq ans.

5/ Cible de l'objectif 5: réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.

6/ Cibles de l'objectif 6: réduire de moitié, d'ici à 2015, et commencer à renverser la tendance, de la propagation du VIH sida, et commencer à renverser l'incidence du paludisme et des autres maladies majeures.

7/ Cibles de l'objectif 7: intégrer les principes du développement durable dans les politiques et les programmes des pays et inverser la perte des ressources environnementales. Réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable.

8/ Cibles de l'objectif 8 : développer davantage un système commercial et financier ouvert, basé sur les règles, prévisible et non discriminatoire. Satisfaire des besoins spéciaux des pays les moins développés. Satisfaire les besoins spéciaux des pays enclavés et des petits pays insulaires en développement.



<b>Tableau 8. République Centrafricaine : Indicateurs démographiques et sociaux, 2009</b>		
	République Centrafricaine	Afrique subsaharienne
Superficie (milliers de kilomètres carrés)	623,0	24 242,1
Population		
Totale (millions d'habitants)	4,4	839,6
Taux de croissance annuel (pourcentage)	1,9	2,5
Caractéristiques démographiques		
Densité (habitants au kilomètre carré)	7,1	35,6
Population urbaine (pourcentage du total)	38,7	36,9
Pyramide des âges (pourcentage du total)		
0–14 ans	40,6	42,6
15–64 ans	55,5	54,3
65 ans ou plus	3,9	3,1
Accès à une source d'eau améliorée (pourcentage de la population, 2008)		
Total	67,0	59,7
Rurale	28,0	24,1
Urbaine	92,0	82,5
Santé (2009)		
Espérance de vie à la naissance	47,3	52,5
Mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes)	112,0	80,8
Habitants atteints du VIH/SIDA	4,7	5,8
Revenu national brut par habitant en PPA	750,0	2 051,2
Population active (2009)		
Total (millions)	2,1	341,0
Femmes (pourcentage du total)	46,5	43,6
Éducation (2009)		
Scolarisation (pourcentage, brut)		
Primaire	88,6	100,1
Secondaire	13,6	34,1
Tertiaire	2,5	6,0
Taux d'alphabétisation des adultes	55,2	62,3

Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde, 2011.

**Tableau 9. République Centrafricaine : Compte de patrimoine de l'administration centrale, 2008-14**

(milliards FCFA)

	2008	2009 1/	2010 Prel.	2011 Proj.	2012 Proj.	2013 Proj.	2014 Proj.
Valeur nette	-1061,4	-289,0	-313,0	-343,4	-316,3	-297,3	-275,9
Actifs non financiers	...	...	...	...	...	...	...
Valeur nette financière <sup>2</sup>	-1061,4	-289,0	-313,0	-343,4	-316,3	-297,3	-275,9
Actifs financiers	7,6	25,7	17,0	3,8	3,8	3,8	3,8
Intérieurs	7,6	25,7	17,0	3,8	3,8	3,8	3,8
Monnaie et dépôts (banque centrale)	7,6	25,7	17,0	3,8	3,8	3,8	3,8
Banques commerciales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de dette (obligations de l'État)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs financiers	1069,1	314,6	329,9	347,2	320,1	301,1	279,7
Intérieurs	270,3	268,0	274,3	287,2	262,4	239,4	213,1
Monnaie et dépôts (banque centrale)	34,7	38,6	39,5	40,0	35,6	31,2	26,6
Titres de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts	100,5	98,9	111,8	119,1	113,8	110,1	103,4
Banque centrale	42,0	43,4	44,7	45,3	45,3	45,3	41,5
Banques commerciales	18,7	6,6	11,3	15,6	13,0	10,4	10,1
Hors banques	10,4	0,8	1,2	3,5	0,8	0,8	0,8
FMI	29,5	48,2	54,7	54,7	54,7	53,6	51,0
Autres comptes à payer (arriérés intérieu)	135,0	130,5	123,0	128,1	113,1	98,1	83,1
Extérieurs	798,8	46,6	55,6	60,1	57,6	61,7	66,5
Titres de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts	494,4	117,1	124,8	127,6	128,1	132,2	137,0
Autres comptes à payer (arriérés extérie)	304,4	-70,5	-69,2	-67,5	-70,5	-70,5	-70,5

Sources : autorités centrafricaines; et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1/</sup> Comprend les ajustements de valeur nette au point d'achèvement PPTE/ADM.<sup>2/</sup> Information non disponible sur les placements existants de l'État.

## Appendice I. Évaluation de la stabilité extérieure et compétitivité

*L'évaluation par les services du FMI de la viabilité extérieure et du taux de change effectif réel (TCER) de la République Centrafricaine (RCA) indique qu'avec les politiques actuelles, le taux de change est surévalué de 12 à 30%, ce qui s'inscrit parfaitement dans les limites de la marge d'erreur, compte tenu de la nature de l'exercice. Bien que l'appréciation du TCER s'écarte quelque peu de celui de la région, les services du FMI concluent qu'il est resté modéré et qu'il est compatible avec la viabilité extérieure régionale. Pour autant, les piètres résultats des exportations de la RCA et la faiblesse de ses institutions mettent en exergue la nécessité de l'amélioration de la compétitivité.*

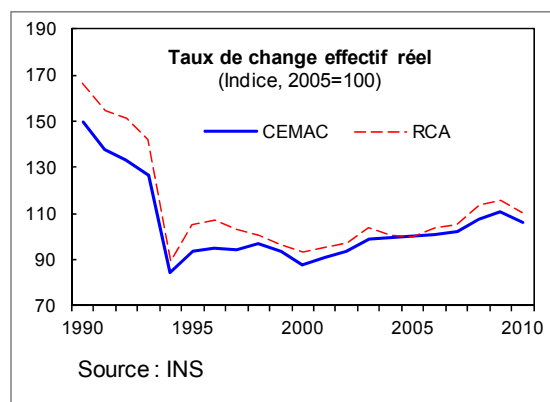
### 1. L'évaluation de la stabilité extérieure de la RCA s'inscrit dans le cadre d'une union monétaire.

Comme le Cameroun, le Tchad, la République du Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon qui sont membres de la CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale), la RCA est membre d'une union monétaire et sa monnaie (le franc CFA) est rattachée à l'euro. La viabilité de l'union dépend étroitement de la stabilité extérieure des pays individuels. Les différences que présente la RCA par rapport à l'évaluation régionale donnent une idée des politiques qui sont nécessaires pour garantir le rattachement régional et faire progresser la compétitivité nationale.

**2. Évolution du TCER.** Depuis 1994, le TCER de la RCA s'est apprécié, ce qui a érodé la compétitivité acquise après la dévaluation du franc CFA. Cette appréciation a néanmoins globalement suivi de près celle de la CEMAC, quoiqu'à un niveau modérément plus élevé.

**3. Évaluation du TCER sur la base d'un modèle.** L'évaluation de la viabilité extérieure de la RCA repose sur l'évaluation du solde du compte courant. On utilise les méthodologies standard — équilibre macroéconomique (EM) et viabilité extérieure (VE) — de même que l'élasticité du solde du compte courant par

rapport au TCER utilisé pour l'évaluation la plus récente du taux de change de la CEMAC.



### 4. La démarche à l'aide de l'EM calcule la sous-évaluation ou la surévaluation du taux de change.

Cette démarche mesure l'ajustement requis pour que le TCR comble l'écart entre le solde du compte courant à moyen terme projeté au TCER en vigueur et la norme du compte courant qui correspond aux fondamentaux macroéconomiques à moyen terme soutenables du pays. La norme de solde courant pour la CEMAC est calculée à partir du modèle qui fait appel à l'estimation hybride du document du CGER (Groupe consultatif sur les régimes de change) et aux estimations de Christiansen et al. (2009).<sup>1</sup> Si l'on compare

<sup>1</sup> La dernière évaluation du taux de change (voir le rapport des services de la CEMAC — SM/11/163) a

(continued)

cette norme au déficit à moyen terme du compte courant de la RCA, on obtient une surévaluation du taux de change effectif implicite qui se situe entre 12 et 30 %, ce qui s'inscrit parfaitement dans les limites de la marge d'erreur. La méthode de la viabilité extérieure (VE) — reposant sur une stabilisation de la position des avoirs extérieurs nets de 2015 de la RCA au niveau de 2010 — indique une surévaluation inférieure à 25 %, ce qui est aussi dans les limites de la marge d'erreur.

**5. Il semble toutefois que l'appréciation du TCER de la RCA soit importante par rapport à l'évaluation régionale la plus récente qui chiffrait l'appréciation la plus récente de 3 à 10 %**

(voir tableau, plus loin). Compte tenu de la grande incertitude qui entoure ces exercices et des limites des données, les services du FMI ont conclu que le TCER de la RCA s'était modérément apprécié mais restait compatible avec la viabilité de la position extérieure régionale.

	CEMAC - Évaluations des taux de change, 2015		
	Bems/Carvalho		Viabilité extérieure
	Consommation réelle constante	Consommation réelle par habitant constante	
Norme compte courant MT	1,80	4,10	1,22
Compte courant sous-	0,07	0,07	0,07
Élasticité compte courant	0,37	0,37	0,37
Surévaluation	4,69	10,90	3,13

Sources : estimations des services du FMI et rapport des services du FMI sur la CEMAC—SM/11/163.

**Performance structurelle et compétitivité**

**6. Les résultats d'exportation mitigés de la RCA donnent à penser que la compétitivité peut être améliorée.** Entre

utilisé une élasticité du solde du compte courant par rapport au TCER de 0,37.

2003 et 2010, les exportations de la RCA n'ont progressé que de 5,2 %, un pourcentage bien inférieur au point de référence de l'Afrique subsaharienne ou de la CEMAC de 14,5 % et de 13,5 % respectivement. Les facteurs structurels ont entravé la compétitivité. La RCA est au 182e rang sur 183 pays dans les rapports « Doing Business » de 2010 et de 2011 de la Banque mondiale et le pays est particulièrement mal placé pour les indicateurs relatifs aux résultats d'exportation ; les différentes rubriques font apparaître un recul à bien des égards. Il est urgent de s'atteler à l'amélioration des indicateurs « Doing Business » (voir le tableau ci-dessous).

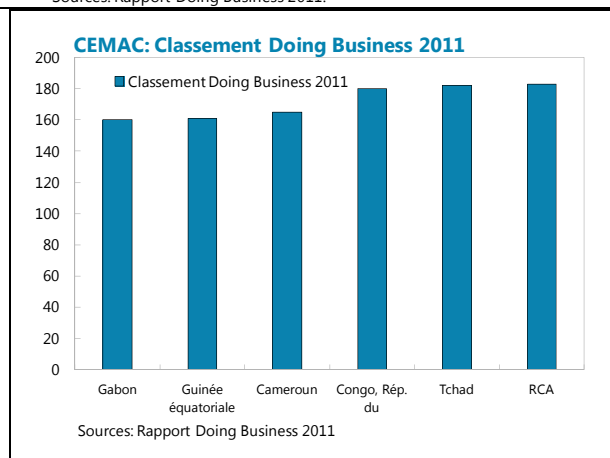
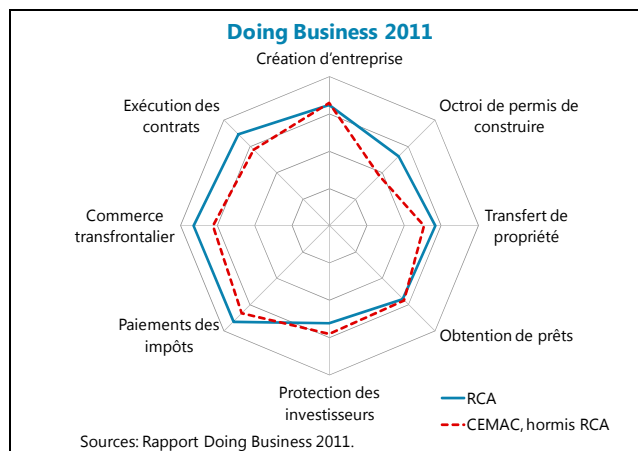
Classement par catégorie	Classe- ment DB 2011	Classe- ment DB 2010	Change ment
Création d'entreprise	161	160	-1
Obtention des permis de construire	148	152	4
Transfert de propriété	141	140	-1
Obtention de prêts	138	135	-3
Protection des investisseurs	132	131	-1
Peiment des taxes et impôts	182	179	-3
Commerce transfrontalier	182	181	-1
Exécution de contrats	173	172	-1
Fermeture d'entreprise	183	183	0
<b>Classement global</b>	<b>182</b>	<b>182</b>	<b>0</b>

Sources: Rapports Doing business 2010 et 2011

**7. Il convient de mettre en oeuvre d'importantes réformes pour améliorer les conditions de développement du secteur privé.** Ces mesures sont aussi nécessaires pour compenser l'isolement géographique, l'insuffisance des infrastructures et les risques sécuritaires persistants — le but étant de promouvoir des investissements privés intérieurs et extérieurs propices à la croissance dans les industries minière et manufacturière.

**8. La RCA partage ce défi avec d'autres pays de la CEMAC.** Dans la plupart de ces pays, le climat des affaires est plutôt défavorable. Dans le contexte régional, une

amélioration de l'environnement sécuritaire et du climat des affaires de la RCA est indispensable pour exploiter le potentiel de l'économie et compenser son isolement. Certaines mesures structurelles destinées à améliorer le climat des affaires pourraient aisément être mises en œuvre ; par exemple, la création d'un guichet unique pour l'enregistrement des entreprises. Les progrès vers une stabilité et une sécurité accrues pourraient aussi attirer davantage d'investisseurs.



## Appendice II. Analyse actualisée de la viabilité de la dette à l'aide du cadre des pays à faible revenu

*Cet appendice présente une actualisation annuelle de l'analyse de viabilité de la dette (AVD) préparée en mai 2010<sup>1</sup>. L'allégement de la dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE) et au titre de l'initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM) au point d'achèvement de juin 2009 a allégé le fardeau de la dette de la RCA et l'économie continue de faire face à des risques modérés de surendettement.<sup>2</sup>*

**1. Le total de la dette publique de la RCA, y compris arriérés intérieurs, a nettement augmenté pour atteindre 40 % du PIB en 2011,** chiffre bien supérieur aux 27 % projetés dans l'AVD de 2010. La dynamique de la dette en 2010-11 obéit à l'accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs et à une augmentation soutenue d'emprunts extérieurs auprès de pays non-membres du Club de Paris pour financer des projets d'infrastructure et des programmes sociaux. En 2010-11, la RCA a contracté des prêts concessionnels auprès de l'Inde et de la Chine pour un montant équivalent à 52,3 millions de dollars (2,4 % du PIB). L'accumulation d'arriérés extérieurs s'élevait à 9,8 millions de dollars (0,5 % du PIB), dont 1,4 million envers le Club de Paris et 2,6 millions envers la Banque européenne d'investissement, le solde allant aux autres créanciers hors Club de Paris qui n'ont pas

encore signé d'accords bilatéraux avec la RCA. L'accumulation de la dette intérieure représentait 2,7 % du PIB.

**2. Les hypothèses macroéconomiques du court au moyen terme des analyses actualisées correspondent globalement à celles des AVD précédentes.** La croissance devrait s'accélérer aux environs de 5 % par an en moyenne grâce à l'expansion des infrastructures financées par des prêts extérieurs concessionnels et l'investissement direct étranger (IDE). Le solde des transactions courantes devrait rester stable car les importations liées aux projets pétroliers et aux infrastructures compenseraient l'augmentation des exportations. L'orientation budgétaire devrait s'améliorer sous l'effet d'une plus grande mobilisation des recettes et d'une solide exécution budgétaire. À partir de 2021, d'importants projets miniers (pétrole et uranium) seraient lancés, ce qui doperait la croissance et les recettes de l'État.

**3. Comme dans l'AVD initiale, cette actualisation indique que la RCA reste sujette à un «risque modéré de surendettement».** Bien que légèrement plus élevés par rapport à l'exercice de l'année dernière, tous les indicateurs d'endettement de référence restent inférieurs aux seuils et sont assortis de tendances à la baisse stables; toutefois, la position de la dette pourrait être vulnérable au choc le plus extrême sur les

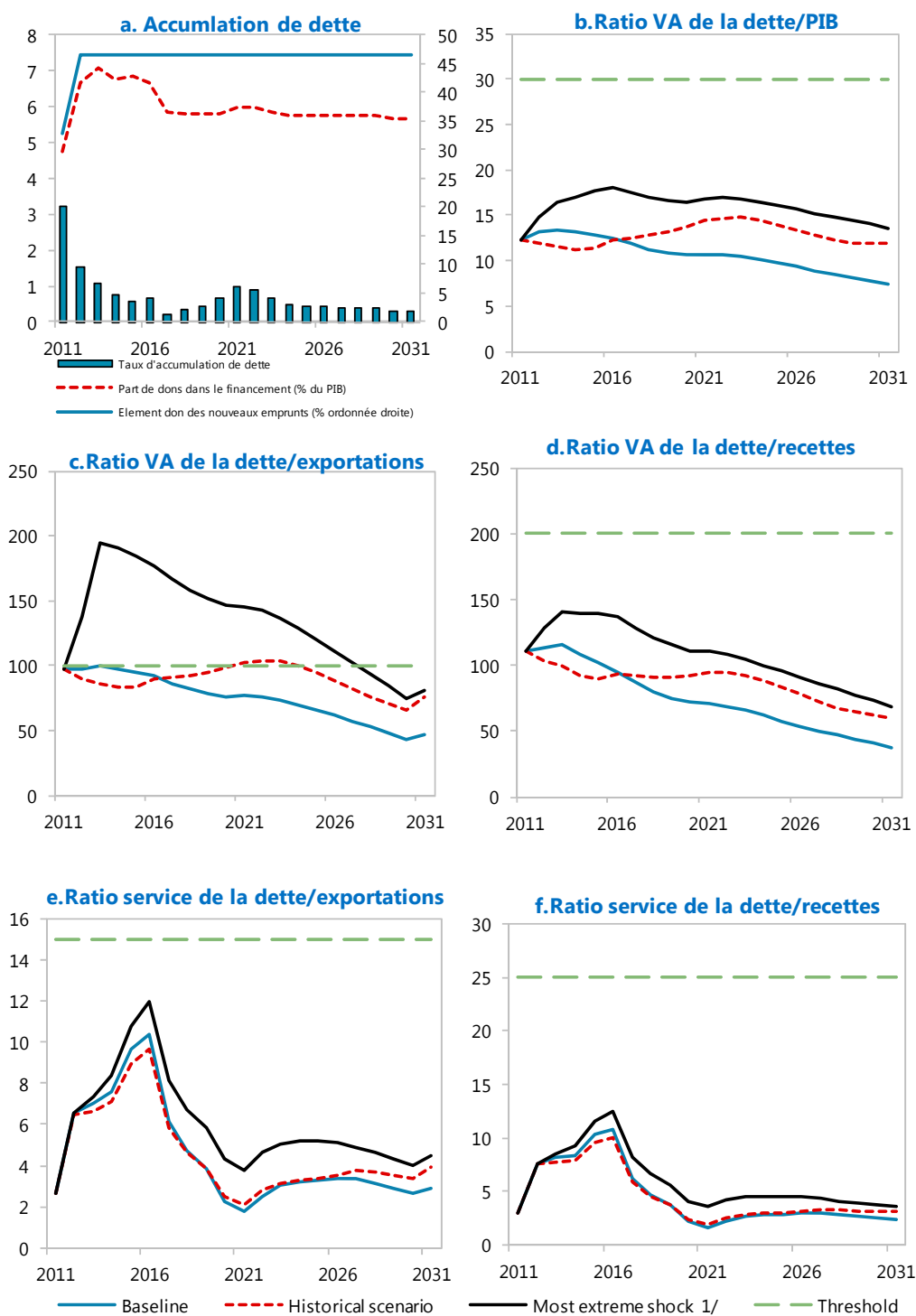
<sup>1</sup> Les AVD conjointes (Banque mondiale/FMI) des pays à faible revenu sont préparées tous les trois ans, avec de courtes actualisations annuelles (voir Staff Guidance Note on the Application of the Joint Fund-Bank Debt Sustainability Framework for Low-Income Countries, SM/10/16).

<sup>2</sup> Tous les créanciers multilatéraux, hormis la BDEAC, ont offert un allégement de la dette. Parmi les créanciers du club de Paris, des accords ont été signés avec l'Autriche, l'Italie, la Suisse, les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Japon. Hors Club de Paris, des accords ont été signés avec l'Arabie saoudite, France Telecom, Assistance Publique des Hôpitaux et la société GERBER. Des négociations sont en cours avec d'autres créanciers.

exportations, ce qui donnerait le ratio le plus élevé d'ici à 2021. Si l'on considère le fait que la RCA se place dans la catégorie des pays dont les «vulnérabilités d'endettement et les capacités sont plus faibles» dans le cadre de

l'analyse de viabilité de la dette, une forte concessionnalité est requise pour sauvegarder la viabilité de la dette.

Graphique 1. République Centrafricaine : indicateurs d'endettement extérieur contracté ou garanti par l'État selon divers scénarios, 2011–31<sup>1</sup>

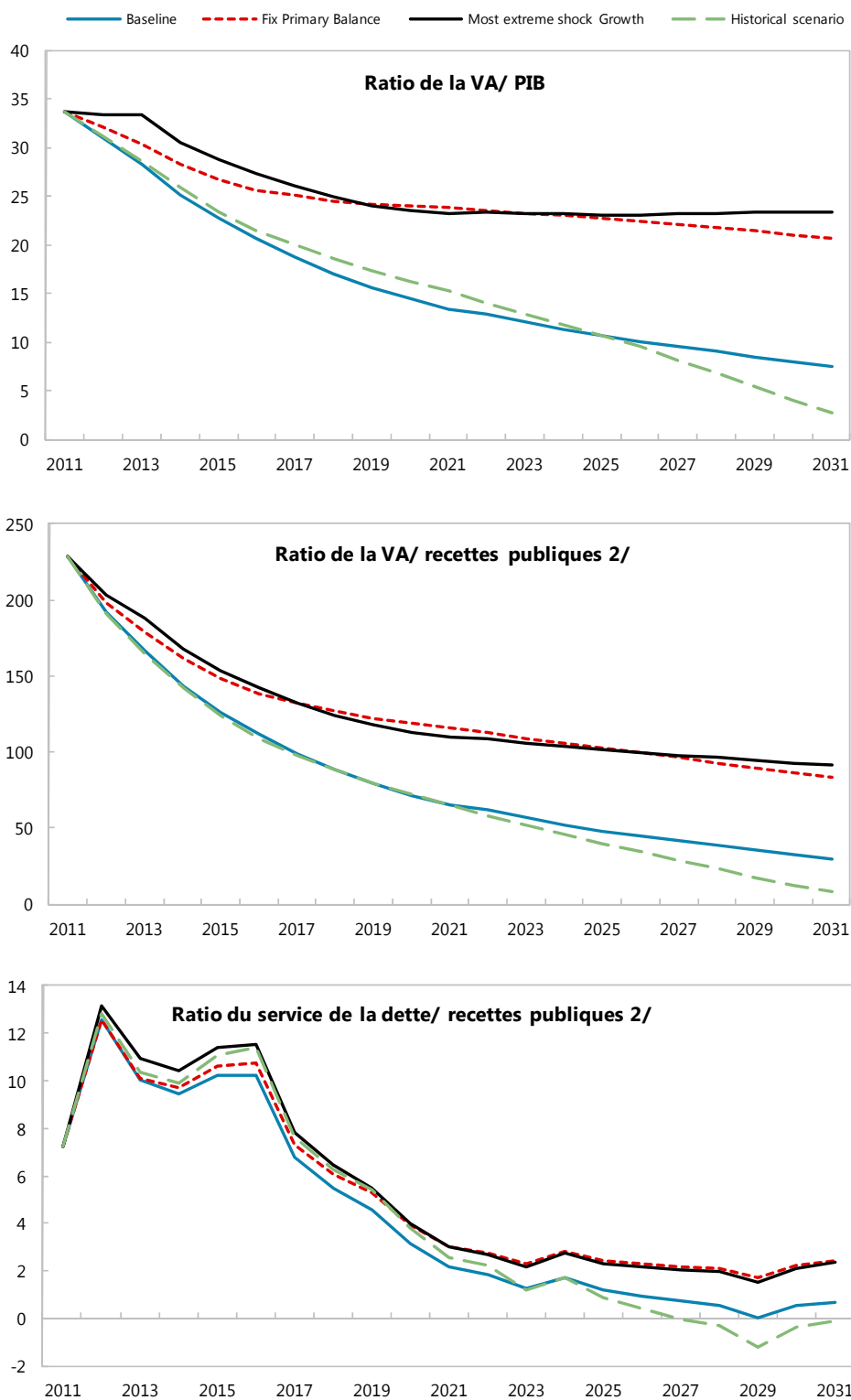


Sources : autorités centrafricaines et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2021. Aux graphiques b., d., e., et f. il correspond à un choc des termes de l'échange; et au c., à un choc des exportations.



Graphique 2. République Centrafricaine : indicateurs d'endettement public selon divers scénarios, 2011–31<sup>1</sup>



Sources : autorités centrafricaines et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2022.

<sup>2</sup> Les recettes comprennent les dons.

Tableau 1.a. République Centrafricaine : Cadre de viabilité de la dette extérieure. scénario de référence, 2008–31<sup>1</sup>  
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Chiffres réels			Moyenne <sup>2/</sup> Historique	Écart type <sup>2/</sup>	Projections						Projections				
	2008	2009	2010			2011	2012	2013	2014	2015	2016	Moyenne 2011-2016	2021	2031	Moyenne 2017-2031	
<b>Dette extérieure (nominale) 1/</b>	<b>56.9</b>	<b>14.6</b>	<b>16.5</b>			<b>18.3</b>	<b>20.5</b>	<b>21.7</b>	<b>21.9</b>	<b>22.2</b>	<b>22.1</b>		<b>18.0</b>	<b>12.0</b>		
dont : dette contractée ou garantie par l'État (CGE)	56.9	14.6	16.5			18.3	20.5	21.7	21.9	22.2	22.1		18.0	12.0		
Variation de la dette extérieure	2.4	-42.3	1.9			1.8	2.2	1.3	0.2	0.3	-0.1		-0.1	-0.6		
Flux générateurs d'endettement net identifiés	-4.4	6.2	6.8			3.5	3.0	2.0	1.2	0.0	-1.2		-0.3	0.2		
<b>Déficit compte courant hors intérêts</b>	<b>8.9</b>	<b>7.7</b>	<b>9.7</b>	<b>4.4</b>	<b>3.6</b>	<b>7.2</b>	<b>6.8</b>	<b>5.9</b>	<b>5.3</b>	<b>5.1</b>	<b>4.5</b>		<b>5.8</b>	<b>4.5</b>	<b>6.2</b>	<b>5.4</b>
Déficit de la balance des biens et services	12.6	11.8	13.8			9.8	10.2	10.1	9.5	9.3	8.7		8.6	9.8		
Exportations	10.9	9.8	10.8			12.7	13.4	13.5	13.5	13.6	13.7		14.0	15.6		
Importations	23.5	21.6	24.6			22.5	23.6	23.6	23.0	22.9	22.4		22.7	25.5		
Transferts courants nets (négatifs = entrée)	-3.8	-3.9	-4.0	-4.0	1.1	-2.7	-3.5	-4.2	-4.2	-4.2	-4.1		-3.8	-4.0	-3.5	-3.9
dont : transferts officiels	-3.6	-3.6	-3.7			-2.3	-3.1	-3.9	-3.9	-3.9	-3.9		-3.9	-3.6		
Autres flux du compte courant (négatifs = entrée nette)	0.1	-0.2	0.0			0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	-0.1		-0.1	-0.1		
<b>IDE net (négatif= entrée)</b>	<b>-6.2</b>	<b>-2.1</b>	<b>-3.1</b>	<b>-2.5</b>	<b>1.6</b>	<b>-3.2</b>	<b>-3.2</b>	<b>-3.1</b>	<b>-3.0</b>	<b>-4.1</b>	<b>-4.7</b>		<b>-3.5</b>	<b>-3.9</b>	<b>-5.3</b>	<b>-4.2</b>
<b>Dynamique endogène de la dette 2/</b>	<b>-7.1</b>	<b>0.7</b>	<b>0.2</b>			<b>-0.4</b>	<b>-0.6</b>	<b>-0.8</b>	<b>-1.1</b>	<b>-1.0</b>	<b>-1.1</b>		<b>-0.9</b>	<b>-0.7</b>		
Contribution du taux d'intérêt nominal	0.9	0.5	0.2			0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1		0.1	0.1		
Contribution de la croissance du PIB réel	-0.9	-1.0	-0.5			-0.5	-0.7	-0.8	-1.2	-1.1	-1.2		-1.0	-0.8		
Contribution des variations de prix et des taux de change	-7.1	1.2	0.5			...	...	...	...	...	...		...	...		
<b>Résiduel (3-4) 3/</b>	<b>6.8</b>	<b>-48.5</b>	<b>-4.9</b>			<b>-1.7</b>	<b>-0.8</b>	<b>-0.7</b>	<b>-0.9</b>	<b>0.2</b>	<b>1.1</b>		<b>0.2</b>	<b>-0.8</b>		
dont : financement exceptionnel	-1.9	-1.7	0.0			0.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0		
VA de la dette extérieure 4/	...	...	10.7			12.3	13.1	13.4	13.2	12.9	12.5		10.7	7.4		
En pourcentage des exportations	...	...	99.3			97.0	97.7	99.4	97.8	94.9	91.6		76.4	47.2		
<b>VA de la dette extérieure CGE</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>10.7</b>			<b>12.3</b>	<b>13.1</b>	<b>13.4</b>	<b>13.2</b>	<b>12.9</b>	<b>12.5</b>		<b>10.7</b>	<b>7.4</b>		
En pourcentage des exportations	...	...	99.3			97.0	97.7	99.4	97.8	94.9	91.6		76.4	47.2		
En pourcentage des recettes publiques	...	...	92.2			110.4	113.2	115.6	108.0	101.5	94.9		70.8	37.5		
Ratio service de la dette/exportations (%)	-2.4	-2.7	0.6			2.7	6.6	7.0	7.6	9.6	10.4		1.8	2.9		
Ratio service dette CGE/exportations (%)	-2.4	-2.7	0.6			2.7	6.6	7.0	7.6	9.6	10.4		1.8	2.9		
Ratio service dette CGE/recettes (%)	-2.5	-2.5	0.6			3.0	7.6	8.2	8.4	10.3	10.8		1.6	2.3		
Total besoins de financement bruts (milliards dollars)	0.0	0.1	0.1			0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1		0.0	0.1		
Déficit courant hors intérêts stabilisant ratio d'endettement	6.5	50.0	7.9			5.4	4.6	4.6	5.1	4.9	4.6		4.6	6.8		
<b>Principales hypothèses macroéconomiques</b>																
Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)	2.0	1.7	3.3	1.1	3.2	3.1	4.1	4.2	5.9	5.4	5.7		4.7	6.0	6.9	6.2
Déflateur du PIB en dollars (variation en pourcentage)	14.9	-2.0	-3.1	7.2	8.1	8.4	3.0	1.2	1.6	1.4	2.2		3.0	2.3	2.3	2.2
Taux d'intérêt effectif (en pourcentage) 5/	2.0	0.8	1.3	1.0	0.5	0.1	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3		0.3	0.5	0.7	0.6
Croissance des exportations de B&S (en dollars, en %)	-9.8	-10.1	10.3	1.9	12.5	31.6	13.0	6.2	7.4	7.7	8.9		12.5	9.1	-5.0	9.7
Croissance des importations de B&S (en dollars, en %)	17.2	-8.4	14.3	8.5	13.0	2.1	12.5	5.3	4.9	6.5	5.7		6.2	9.9	0.0	9.6
Éléments don des nouveaux emprunts du secteur public (%)	...	...	...	...	...	32.8	46.5	46.5	46.5	46.5	46.5		44.2	46.5	46.5	46.5
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	10.4	10.8	11.6			11.2	11.6	11.6	12.2	12.7	13.2		15.1	19.7	16.5	
Flux d'aide (milliards dollars) 7/	0.1	0.1	0.1			0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3		0.3	0.7		
dont : dons	0.1	0.1	0.1			0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2		0.2	0.6		
dont : prêts concessionnels	0.0	0.0	0.0			0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1		0.1	0.1		
Financement équivalent dons (pourcentage du PIB) 8/	...	...	...			4.7	6.7	7.1	6.8	6.9	6.7		6.0	5.7		
Financement équivalent dons (% du financement extérieur) 8/	...	...	...			66.0	73.7	78.4	80.1	79.6	81.1		88.5	92.7	91.1	
<i>Financiamiento equivalente en donaciones (en porcentaje del financiamiento externo) 8/</i>																
PIB nominal (milliards dollars)	2.0	2.0	2.0			2.2	2.4	2.5	2.7	2.9	3.1		4.6	10.8		
Croissance du PIB nominal en dollars	17.2	-0.3	0.1			11.8	7.2	5.5	7.6	6.9	8.0		7.8	8.3	9.3	8.6
VA de la dette extérieure CGE (milliards dollars)	...	...	0.2			0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4		0.5	0.8		
(VA t-VA t-1)/PIBI-1 (pourcentage)	...	...	...			3.2	1.5	1.1	0.8	0.6	0.7		1.3	1.0	0.3	0.5
Envois de fonds bruts travailleurs migrants (milliards dollars)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0		
VA dette extérieure CGE (en % du PIB + envois de fonds)	...	...	10.8			12.4	13.2	13.5	13.2	12.9	12.6		10.8	7.4		
VA dette extérieure CGE (en % des exportations + envois de fc)	...	...	104.3			101.1	101.5	103.2	101.5	98.3	94.8		78.4	47.8		
Service dette extérieure CGE (en % des exportations + envois)	...	...	0.7			2.8	6.8	7.3	7.9	10.0	10.8		1.8	2.9		

Sources : autorités nationales et estimations et projections des services du FMI.

1/ Comprend la dette extérieure publique et privée.

2/ Calculé selon la formule  $[r - g - \rho(1+g)] / (1+g+\rho+g\rho)$  x le ratio de la dette de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g =  $\Delta$  du PIB réel, et  $\rho = \Delta$  du déflateur du PIB exprimé en dollars.

3/ Comprend les financements exceptionnels (variations des arriérés et allègement de dette), variations des avoirs extérieurs bruts et ajustements de valeur inclus. Pour les projections comprend aussi la contribution des variations des prix et des taux de change.

4/ En posant pour hypothèse que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

5/ Paiements d'intérêts de l'année en cours divisés par l'encours de la dette de la période précédente.

6/ Les moyennes historiques et les écarts type sont en général calculés sur les dix dernières années, sous réserve de la disponibilité des données.

7/ Définis comme les dons, les prêts concessionnels et l'allègement de dette obtenus.

8/ Le financement équivalent dons comprend les dons accordés directement à l'État et dans le cadre des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA des nouveaux emprunts).

Tableau 1.b. République Centrafricaine : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2011–31 (pourcentage)

	Projections																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>Ratio VA de la dette/PIB</b>																	
<b>Scénario de référence</b>	12	13	13	13	12	11	8	8	8	7	7	7	6	6	6	5	5
<b>A. Scénarios de rechange</b>																	
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2011-2031 1/	12	12	12	11	11	11	12	12	12	12	12	11	10	10	10	10	10
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2011-2031 2/	12	15	16	17	16	15	13	13	12	12	11	11	11	10	10	10	10
<b>B. Tests de résistance</b>																	
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	12	14	15	15	14	12	9	9	9	8	8	7	7	7	6	6	6
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 3/	12	15	17	17	16	14	11	11	10	10	9	8	8	7	7	7	6
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	12	14	14	14	13	11	9	9	8	8	7	7	6	6	6	6	6
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 4/	12	15	17	17	15	14	11	11	10	9	9	8	8	7	7	6	6
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	12	16	20	20	18	17	13	13	12	11	10	10	9	8	8	7	7
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2012 5/	12	18	19	18	17	15	12	11	11	10	10	9	9	8	8	7	7
<b>Ratio VA de la dette/exportations</b>																	
<b>Scénario de référence</b>	97	97	99	97	89	78	60	57	54	51	47	43	40	36	33	29	33
<b>A. Scénarios de rechange</b>																	
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2011-2031 1/	97	89	86	83	79	79	88	88	87	84	79	73	67	62	57	54	63
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2011-2031 2/	97	110	120	126	121	11	92	89	86	82	78	73	69	64	59	54	62
<b>B. Tests de résistance</b>																	
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	97	97	99	97	89	78	60	57	54	51	47	43	40	36	33	29	33
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 3/	97	138	194	190	176	157	121	115	108	101	92	84	76	69	61	54	60
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	97	97	99	97	89	78	60	57	54	51	47	43	40	36	33	29	33
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 4/	97	109	126	123	114	102	78	75	70	65	60	55	50	45	40	35	39
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	97	134	183	178	165	148	114	109	102	95	87	79	71	64	57	50	55
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2012 5/	97	97	99	97	89	78	60	57	54	51	47	43	40	36	33	29	33
<b>Ratio VA de la dette/recettes</b>																	
<b>Scénario de référence</b>	110	113	115	108	95	81	55	52	48	45	41	38	35	32	30	28	26
<b>A. Scénarios de rechange</b>																	
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2011-2031 1/	110	103	100	92	85	82	81	80	78	74	69	64	59	55	52	51	50
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2011-2031 2/	110	128	140	139	129	114	85	81	77	73	68	64	61	57	54	51	49
<b>B. Tests de résistance</b>																	
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	110	119	130	121	107	91	62	59	55	51	47	43	39	36	34	31	30
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 3/	110	126	150	140	125	108	74	70	65	59	54	49	45	41	37	34	32
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	110	117	122	114	101	86	59	55	51	47	44	40	37	34	32	29	28
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 4/	110	127	147	136	122	105	72	68	63	57	52	48	44	40	36	33	31
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	110	137	174	161	145	126	87	81	75	68	62	56	51	47	42	39	36
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2012 5/	110	158	162	151	134	114	78	73	68	63	58	53	49	45	42	39	37

Tableau 1.c. République Centrafricaine : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2011–31 (fin)  
(pourcentage)

<b>Ratio service de la dette/exportations</b>																	
<b>Scénario de référence</b>	3	7	7	8	10	10	1	2	3	3	3	3	3	2	2	2	2
<b>A. Scénarios de rechange</b>																	
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2011-2031 1/	3	6	7	7	9	10	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2011-2031 2/	3	7	7	8	11	12	3	4	4	4	4	4	4	4	3	3	3
<b>B. Tests de résistance</b>																	
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	3	7	7	8	10	10	1	2	3	3	3	3	3	2	2	2	2
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 3/	3	8	11	12	15	16	3	4	5	6	6	6	5	5	4	4	4
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	3	7	7	8	10	10	1	2	3	3	3	3	3	2	2	2	2
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 4/	3	7	7	8	10	11	2	2	3	4	4	4	3	3	3	3	3
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	3	8	10	11	13	14	2	3	5	6	6	5	5	4	4	4	4
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2012 5/	3	7	7	8	10	10	1	2	3	3	3	3	3	2	2	2	2
<b>Ratio service de la dette/recettes</b>																	
<b>Scénario de référence</b>	3	8	8	8	10	11	1	2	2	3	3	3	2	2	2	2	2
<b>A. Scénarios de rechange</b>																	
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2011-2031 1/	3	8	8	8	10	10	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2011-2031 2/	3	8	9	9	12	12	3	3	4	4	4	3	3	3	3	3	3
<b>B. Tests de résistance</b>																	
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	3	8	9	9	12	12	2	2	3	3	3	3	3	3	2	2	2
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 3/	3	8	8	9	11	11	2	2	3	4	3	3	3	3	3	2	2
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013	3	8	9	9	11	11	1	2	3	3	3	3	3	2	2	2	2
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2012-2013 4/	3	8	8	9	11	11	2	2	3	3	3	3	3	3	3	2	2
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	3	8	9	10	12	12	2	3	3	4	4	4	4	3	3	3	3
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2012 5/	3	11	12	12	15	15	2	3	3	4	4	4	3	3	3	3	3
<b>Pour mémoire :</b>																	
Élément don supposé pour le financement résiduel (c.-à-d., financement requis en sus du scénario de référence) 6/	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43

Sources : autorités nationales et estimations et projections des services du FMI.

1/ Variables comprennent croissance du PIB réel, croissance du déflateur du PIB (en dollars EU), solde courant hors intérêts en pourcentage du PIB, et flux non générateurs de dette.

2/ Hypothèse: taux d'intérêt des nouveaux emprunts est supérieur de 2 points au scénario de référence, tandis que le différé d'amortissement et les échéances sont les mêmes que dans le scénario de référence.

3/ Hypothèse: la valeur des exportations se maintient en permanence au niveau inférieur, mais le solde courant en pourcentage du PIB devrait revenir à son niveau de référence après le choc (ce qui suppose implicitement un ajustement compensatoire des niveaux d'importation).

4/ Comprend les transferts publics et privés et l'IDE.

5/ La dépréciation est définie comme le pourcentage de diminution du taux dollar/monnaie locale, de sorte qu'il ne dépasse jamais 100%.

6/ S'applique à tous les tests de résistance sauf A2 (financement moins favorable) où les modalités des nouveaux financements sont celles spécifiés à la note 2.

Tableau 2.a. République Centrafricaine : cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2008-31  
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Chiffres réels			Moyenne Historique	Écart type	Estimations 2011	Projections							Moyenne 2011-16	Moyenne 2021-31
	2008	2009	2010				2012	2013	2014	2015	2016	2011-16	2021-31		
<b>Dette du secteur public 1/</b>	80.3	35.0	37.8			39.6	38.3	36.6	33.8	32.0	30.2		20.7	12.1	
dont : libellée en devises	56.9	14.6	16.5			18.3	20.5	21.7	21.9	22.2	22.1		18.0	12.0	
Variation de la dette du secteur public	1.2	-45.3	2.8			1.8	-1.3	-1.7	-2.8	-1.7	-1.8		-1.2	-0.7	
Flux générateurs d'endettement identifiés	-4.0	-8.2	1.3			0.4	-1.5	-1.1	-2.3	-1.2	-1.7		-2.3	-0.9	
Déficit primaire	-0.9	-1.0	0.4	-0.8	3.6	2.3	0.5	0.5	0.0	0.7	0.4	0.7	0.0	0.5	
Recettes et dons	15.2	16.1	18.0			14.7	16.2	17.0	17.5	18.0	18.5		20.5	24.9	
dont : dons	4.8	5.3	6.3			3.5	4.6	5.4	5.3	5.3	5.3		5.3	5.3	
Dépenses primaires (hors intérêts)	14.3	15.1	18.4			17.0	16.6	17.5	17.6	18.7	18.9		20.5	25.4	
Dynamique automatique de la dette	-1.2	-6.6	0.8			-2.1	-1.7	-1.6	-2.3	-1.9	-2.1		-1.5	-1.1	
Contribution de l'écart taux d'intérêt/croissance	-4.8	-2.9	-0.7			-0.8	-1.9	-1.8	-2.5	-2.1	-2.1		-1.5	-1.1	
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	-3.2	-1.6	0.4			0.4	-0.4	-0.3	-0.5	-0.4	-0.4		-0.3	-0.3	
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-1.6	-1.3	-1.1			-1.2	-1.5	-1.6	-2.0	-1.7	-1.7		-1.2	-0.8	
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	3.6	-3.6	1.5			-1.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.0		...	...	
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	-1.9	-0.7	0.1			0.2	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0		-0.8	-0.3	
Produit des privatisations (négatif)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Comptabilisation d'engagements implicites ou éventuels	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Allègement de la dette (PPTTE et autres)	-1.9	-0.7	0.1			0.2	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Autres (à préciser, par exemple recapitalisation bancaire)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		-0.8	-0.3	
Résiduel, y compris variations des actifs	5.1	-37.0	1.5			1.5	0.3	-0.6	-0.5	-0.5	-0.1		1.1	0.2	
<b>Autres indicateurs de viabilité</b>															
<b>VA de la dette du secteur public</b>	...	...	32.0			33.6	31.0	28.3	25.0	22.7	20.7		13.4	7.4	
dont : libellée en devises	...	...	10.7			12.3	13.1	13.4	13.2	12.9	12.5		10.7	7.4	
dont : dette extérieure	...	...	10.7			12.3	13.1	13.4	13.2	12.9	12.5		10.7	7.4	
VA des engagements conditionnels (non inclus dans dette du sect. public)	...	...	...			...	...	...	...	...	...		...	...	
Besoins de financement bruts 2/	-0.3	-0.6	1.3			3.4	2.5	2.2	1.7	2.6	2.3		0.5	0.7	
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes et dons (%)	...	...	177.9			228.4	191.8	166.7	143.0	126.1	111.6		65.4	29.9	
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes (%)	...	...	274.8			300.9	267.9	244.0	205.2	179.2	156.7		88.3	37.9	
dont : dette extérieure 3/	...	...	92.2			110.4	113.2	115.6	108.0	101.5	94.9		70.8	37.5	
Ratio service de la dette/recettes et dons (%) 4/	4.0	2.6	4.9			7.3	12.6	10.0	9.4	10.2	10.3		2.2	0.7	
Ratio service de la dette/recettes (%) 4/	5.8	3.9	7.5			9.6	17.6	14.7	13.5	14.5	14.4		2.9	0.8	
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB	-2.0	44.3	-2.4			0.5	1.7	2.2	2.9	2.5	2.2		1.2	1.2	
<b>Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires</b>															
Croissance du PIB réel (%)	2.0	1.7	3.3	1.1	3.2	3.1	4.1	4.2	5.9	5.4	5.7	4.7	6.0	6.9	
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (%)	2.0	0.8	1.3	1.0	0.5	0.1	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.5	0.7	
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (%)	-3.0	-0.4	2.4	-0.5	2.4	2.3	0.2	0.5	-0.1	0.1	0.1	0.5	-0.3	-52.4	
Dépréciation taux de change réel (% , + indique dépréciation)	7.0	-6.7	10.4	-3.3	10.4	-8.2	...	...	...	...	...	...	...	...	
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	7.0	3.6	1.7	3.2	1.9	0.8	2.8	2.1	2.6	2.2	2.2	2.1	2.3	2.3	
Croissance des dépenses primaires réelles (corrégée du déflateur du PIB, en %)	0.2	0.1	0.3	0.1	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	
Élément de don des nouveaux emprunts extérieurs (%)	...	...	...	...	...	32.8	46.5	46.5	46.5	46.5	46.5	44.2	46.5	46.5	

Sources : autorités nationales et estimations et projections des services du FMI.

1/ Dette brute des administrations publiques.

2/ Les besoins de financement bruts sont égaux au déficit primaire plus le service de la dette plus le stock de la dette à court terme à la fin de la dernière période.

3/ Recettes hors dons.

4/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et à long terme.

5/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, sous réserve que les données soient disponibles.

Tableau 2.b. République Centrafricaine : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette publique, 2011–31

	Projections							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2021	2031
<b>Ratio de la VA/ PIB</b>								
<b>Scénario de Référence</b>	34	31	28	25	22	19	13	6
<b>A. Scénarios alternatifs</b>								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire budgétaire revenant à leur moyenne historique	34	31	29	26	23	21	16	4
A2. Solde primaire demeurant inchangé à partir de 2011	34	32	30	28	26	25	24	21
A3. Plus faible croissance du PIB de façon permanente 1/	34	31	29	26	23	20	16	18
<b>B. Tests de Résilience</b>								
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins 1 écart-type en 2012-2013	34	33	33	30	28	25	22	22
B2. Solde primaire reflétant sa moyenne historique moins 1 écart type en 20012-2013	34	32	31	28	24	21	14	7
B3. Combinaison des scénarios B1-B2 en utilisant un demi écart-type sur les chocs	34	33	32	29	26	23	20	19
B4. Dépréciation réelle de 30 pourcent du taux de change en 2012	34	35	32	28	24	21	14	7
B5. Augmentation de 10 pourcent des flux créateurs de dette en 2012	34	37	34	30	27	23	18	11
<b>Ratio de la VA/ recettes publiques 2/</b>								
<b>Scénario de Référence</b>	228	191	166	143	121	103	61	24
<b>A. Scénarios alternatifs</b>								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire budgétaire revenant à leur moyenne historique	228	191	165	143	127	106	68	13
A2. Solde primaire demeurant inchangé à partir de 2011	228	198	179	161	147	136	118	86
A3. Plus faible croissance du PIB de façon permanente 1/	228	193	169	146	126	109	77	69
<b>B. Tests de Résilience</b>								
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins 1 écart-type en 2012-2013	228	203	188	167	148	132	105	85
B2. Solde primaire reflétant sa moyenne historique moins 1 écart type en 20012-2013	228	200	182	157	130	126	70	28
B3. Combinaison des scénarios B1-B2 en utilisant un demi écart-type sur les chocs	228	200	180	159	134	123	92	68
B4. Dépréciation réelle de 30 pourcent du taux de change en 2012	228	218	186	157	132	112	66	24
B5. Augmentation de 10 pourcent des flux créateurs de dette en 2012	228	227	199	173	142	124	75	33
<b>Ratio du service de la dette/ recettes publiques 2/</b>								
<b>Scénario de Référence</b>	7	13	10	9	10	11	6	1
<b>A. Scénarios alternatifs</b>								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire budgétaire revenant à leur moyenne historique	7	13	10	10	11	12	7	1
A2. Solde primaire demeurant inchangé à partir de 2011	7	13	10	10	11	11	7	3
A3. Plus faible croissance du PIB de façon permanente 1/	7	13	10	10	11	11	6	2
<b>B. Tests de Résilience</b>								
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins 1 écart-type en 2012-2013	7	13	11	10	12	12	7	3
B2. Solde primaire reflétant sa moyenne historique moins 1 écart type en 20012-2013	7	13	10	10	11	11	6	1
B3. Combinaison des scénarios B1-B2 en utilisant un demi écart-type sur les chocs	7	13	11	10	11	12	7	2
B4. Dépréciation réelle de 30 pourcent du taux de change en 2012	7	14	12	12	14	14	6	2
B5. Augmentation de 10 pourcent des flux créateurs de dette en 2012	7	13	11	10	11	11	6	2

Sources : autorités nationales et estimations et projections des services du FMI.

1/ Hypothèse: croissance du PIB réel du scénario de référence moins un écart type divisé par racine carrée de la durée de la période de projection.

2/ Les recettes comprennent les dons.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

*Note d'information au public*

DÉPARTEMENT  
DES  
RELATIONS  
EXTÉRIEURES

Note d'information au public (NIP) n° 12/13  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
Le 9 février 2012

Fonds monétaire international  
700 19<sup>th</sup> Street, NW  
Washington, D. C. 20431 USA

## **Le Conseil d'administration du FMI conclut les consultations de 2011 au titre de l'article IV avec la République Centrafricaine**

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu, le 30 janvier 2012, les consultations au titre de l'article IV avec la République Centrafricaine (RCA)<sup>1</sup>.

### **Informations générales**

Après l'achèvement des précédentes consultations au titre de l'article IV en décembre 2009, la RCA a continué de faire face aux défis propres à un État post-conflit. Durant ces dernières années les résultats macroéconomiques ont été globalement satisfaisants, mais la croissance est restée modeste et nettement inférieure aux moyennes de l'Afrique subsaharienne et des autres États fragiles. L'insuffisance de ressources intérieures et extérieures, les profondes déficiences structurelles, les faibles capacités institutionnelles et les carences du climat des affaires sont autant de facteurs persistants qui font obstacle au décollage économique. L'économie dépend fortement de l'aide extérieure, la pauvreté est généralisée et les indicateurs sociaux sont généralement faibles.

En 2010-11 le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est situé en moyenne à 3,2 %, principalement grâce au rebond de la production agricole, laquelle a contribué à faire baisser l'inflation à moins de 1 % à la fin 2011. En 2011, la croissance a été légèrement

---

<sup>1</sup> Conformément aux dispositions de l'article IV de ses statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des données économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du Conseil d'administration. À l'issue de ces délibérations, le Directeur général, en qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. On trouvera une explication des termes convenus utilisés communément dans les résumés des délibérations du Conseil d'administration à l'adresse : <http://www.imf.org/external/french/np/sec/misc/qualifiersf.htm>.

inférieure aux prévisions car la reprise attendue de la demande intérieure après les élections ne s'est pas matérialisée et les incertitudes ont retardé d'importants investissements dans le secteur minier et l'exploration pétrolière. Cependant, les perspectives pour 2012 sont favorables, en partant du maintien des bons résultats du secteur primaire — notamment les activités agricoles et forestières — et de la reprise des investissements retardés dans le secteur minier. Les risques qui pèsent sur ces perspectives sont toutefois de nature baissière car les incertitudes nationales et mondiales continuent de nuire à l'économie de la RCA.

La situation budgétaire s'est sensiblement détériorée en 2010, avec une accumulation d'arriérés de paiement envers les créanciers intérieurs et extérieurs, ce qui a eu pour effet de compromettre les acquis durement gagnés dans le cadre du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). En outre, le manque de transparence et de diligence voulue dans l'exécution budgétaire a suscité de graves préoccupations en matière de gouvernance et abouti à une suspension de l'appui budgétaire des bailleurs de fonds. Si les recettes intérieures ont bénéficié d'un certain nombre d'effets ponctuels pour atteindre 11,6 % du PIB, les dépenses ont cependant fortement augmenté, notamment en raison des élections, et poussé le déficit budgétaire global, hors dons, à 7,7 % du PIB. Les tensions qui se sont manifestées sur le plan des liquidités en 2011, principalement du fait de la suspension de l'appui budgétaire des bailleurs de fonds, ont poussé les autorités à réduire les dépenses, ce qui a permis de comprimer le déficit global de 1,2 point de PIB. La situation budgétaire devrait s'améliorer davantage en 2012 grâce à une maîtrise plus rigoureuse des dépenses et aux mesures adoptées en matière de recettes dans le cadre du budget de 2012.

Après un ralentissement enregistré durant la période qui a précédé les élections, les autorités de la RCA ont récemment redoublé d'efforts dans la mise en œuvre des mesures structurelles, y compris dans le renforcement de l'exécution budgétaire et de la capacité de suivi de la situation macroéconomique, et l'amélioration du fonctionnement des entreprises publiques et des principaux organismes d'État.



## **Évaluation par le Conseil d'administration**

Les administrateurs saluent la résilience de l'économie de la République Centrafricaine (RCA) face à la crise mondiale. Les perspectives à court terme sont certes favorables, mais la RCA, en tant qu'État fragile, a de redoutables défis à relever pour renforcer les perspectives de croissance à moyen terme et réduire la pauvreté. Les administrateurs soulignent qu'il est important de renforcer l'exécution budgétaire, de corriger les goulets d'étranglement sur le plan structurel et celui des infrastructures, de renforcer les capacités et d'améliorer la situation sécuritaire et la stabilité politique.

Les administrateurs regrettent les dérapages budgétaires et les problèmes sous-jacents de gouvernance survenus en 2010 et au début 2011. Ils saluent les mesures adoptées pour rétablir la discipline budgétaire et accroître la transparence dans l'utilisation des fonds publics, et appellent à leur mise en œuvre énergique. Ils encouragent les autorités à redoubler d'efforts pour consolider la gestion des finances publiques, accroître la mobilisation de ressources intérieures, hiérarchiser les dépenses, et renforcer la coordination entre bailleurs de fonds afin de tirer le meilleur parti de l'assistance. Les administrateurs saluent le récent ajustement des prix intérieurs des produits pétroliers. Ils soulignent qu'il importe d'opérer des ajustements réguliers pour veiller à répercuter pleinement les prix internationaux et à préserver les ressources budgétaires en faveur des investissements prioritaires et des mesures destinées à protéger les populations pauvres.

Les administrateurs saluent le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) de deuxième génération. Celui-ci présente une vaste stratégie de réformes pour contribuer à mobiliser l'aide des bailleurs de fonds en faveur du renforcement des capacités, accroître l'investissement dans l'infrastructure physique et les programmes sociaux, et avancer dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Les administrateurs notent qu'il reste à relever de redoutables défis pour améliorer la compétitivité et développer le secteur privé. Ils encouragent les autorités à persévérer dans les efforts qu'elles déploient pour corriger les faiblesses structurelles de l'économie, améliorer le climat des affaires, renforcer l'acheminement des services publics et

développer les circuits de l'intermédiation financière. Les administrateurs saluent la recapitalisation des banques commerciales et encouragent les autorités à redoubler d'efforts pour se désengager de la banque en difficultés.

Les administrateurs regrettent l'accumulation d'arriérés de paiements extérieurs, y compris envers le Club de Paris et les créanciers multilatéraux, et engagent les autorités à les apurer le plus tôt possible. Ils les encouragent à renforcer la gestion de la dette publique et à éviter de contracter des prêts non concessionnels, y compris les financements bancaires intérieurs coûteux, afin de préserver la viabilité de la dette. Ils appuient les efforts que continuent de déployer les autorités pour obtenir un allègement de dette de la part de tous les créanciers bilatéraux et commerciaux, à des conditions conformes à l'initiative PPTE et à l'IADM.

Les administrateurs soulignent l'importance qu'il y a à établir des données macroéconomiques adéquates et ils encouragent les autorités à renforcer l'office statistique.

Les administrateurs estiment qu'un nouvel accord avec le FMI pourrait aider à consolider la stabilisation macroéconomique et permettrait d'accompagner les autorités dans leur programme de réformes. Ils soulignent qu'il sera crucial d'assurer une solide appropriation des politiques et de les mettre en œuvre de façon résolue, y compris en ce qui a trait au renforcement de l'exécution budgétaire et de la gouvernance.

**Les notes d'information au public (NIP)** s'inscrivent dans le cadre des efforts que déploie le FMI pour promouvoir la transparence de ses prises de position et de son analyse de l'évolution et des politiques économiques. Les NIP sont diffusées avec le consentement des pays concernés, à l'issue de l'examen par le Conseil d'administration des rapports sur les consultations au titre de l'article IV avec les pays, de la surveillance de l'évolution économique à l'échelle régionale, du suivi post-programme et des évaluations *ex post* de la situation des pays membres où le FMI a appuyé des programmes sur une longue durée. Les NIP sont aussi diffusées à l'issue de l'examen des questions de politique générale par le Conseil d'administration, sauf si le Conseil en décide autrement.

**République Centrafricaine : principaux indicateurs économiques**

	2008	2009	2010 Est.	2011 Proj.	2012 Proj.
	(variation annuelle en pourcentage)				
<b>Comptes nationaux et prix</b>					
PIB à prix constants	2,0	1,7	3,3	3,1	4,1
Inflation (moyenne de la période)	9,3	3,5	1,5	0,7	2,5
Taux de chômage (en pourcentage)	...	...	...	...	...
<b>Secteur extérieur</b>					
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-9,9	-8,1	-9,9	-7,2	-6,8
Exportations, fàb (\$ EU)	-16,9	-12,6	11,9	42,0	16,6
Exportations de biens en volume	-15,5	-21,9	10,0	21,0	14,6
Importations, fàb (\$ EU)	20,3	-9,9	12,5	-2,6	19,7
Importations de biens en volume	-2,2	13,3	3,6	-16,3	18,2
Épargne nationale brute (en % du PIB)	2,9	5,1	5,1	6,9	7,7
Investissement intérieur brut (en % du PIB)	12,7	13,2	15,1	14,1	14,5
Termes de l'échange (pourcentage de variation)	-20,1	40,8	-6,3	0,9	0,6
Taux de change effectif nominal	1,7	-0,8	-4,2	...	...
Taux de change effectif réel	7,5	2,0	-4,7	...	...
<b>Monnaie et crédit</b>					
Monnaie au sens large	15,9	14,4	14,2	5,5	8,4
	(en pourcentage du PIB)				
<b>Finances de l'administration centrale</b>					
Recettes totales	15,2	16,1	18,0	14,7	16,2
Dépenses totales	-16,2	-16,2	-22,8	-17,7	-17,2
Solde global	-1,0	-0,1	-1,4	-3,0	-1,0
<b>Dettes publiques</b>					
Dettes totales	80,3	35,0	37,8	39,6	38,2
Dettes intérieures	23,3	20,4	21,2	21,3	17,9

Sources : autorités de la RCA et estimation et projections des services du FMI.

**Déclaration de M. Assimaidou, administrateur pour  
la République Centrafricaine  
30 janvier 2012**

Au nom des autorités de la République Centrafricaine (RCA), que je représente, je tiens à remercier la direction et les services du FMI du dialogue constructif avec les autorités pendant les entretiens qui se sont déroulés à Bangui dans le cadre des consultations de 2011 au titre de l'article IV et à Washington pendant la visite du Premier Ministre. Les autorités et les services du FMI sont dans l'ensemble d'accord sur l'évaluation des principaux problèmes auxquels le pays est confronté, ainsi que de la riposte des pouvoirs publics.

La RCA se remet progressivement de la crise financière mondiale, qui, à son apogée, a entraîné une forte contraction des exportations du pays, notamment de bois et de diamants. En outre, la situation était difficile sur le plan de la sécurité, et le cycle prolongé des élections présidentielles et législatives a fortement désorganisé la fonction publique et a entraîné des dérapages budgétaires.

Les autorités se sont employées à faire face à ces crises et à obtenir de nouveau la participation de la communauté internationale, dont l'appui est essentiel pour accomplir des progrès durables en matière de croissance et de réduction de la pauvreté. Elles ont aussi redoublé d'efforts pour améliorer la sécurité et la stabilité régionale. Elles sont reconnaissantes de l'aide reçue de la communauté internationale à cet égard, dans le cadre du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion, ainsi que de manière bilatérale.

Sur le plan économique, les autorités ont cherché à atténuer les effets de la crise économique mondiale, à remettre en état leurs capacités et à intensifier les réformes structurelles en vue de faire reculer la pauvreté et d'accélérer la croissance. Étant donné la tâche gigantesque à laquelle elles restent confrontées, les autorités sont d'avis qu'il est essentiel de conclure de nouveau un programme avec le FMI, dont les conseils et l'aide financière sont essentiels pour concevoir et exécuter les mesures nécessaires pour préserver la stabilité macroéconomique, remettre en état les capacités et catalyser l'aide des donateurs.

### **Évolution récente de l'économie**

La croissance du PIB réel a bénéficié d'un redressement de la production agricole et de la demande extérieure. Cependant, étant donné l'incertitude persistante liée aux élections et aux problèmes de sécurité qui subsistent, et qui ont retardé les projets d'exploration minière et pétrolière, la croissance du PIB réel a été plus faible que prévu, à 3,1 % en 2011. L'inflation est tombée à 0,7 % pendant la même période, après une bonne récolte et des hausses limitées des prix intérieurs du pétrole.

Les recettes intérieures ont continué d'augmenter, mais les dépenses ont progressé aussi, en particulier pendant la période électorale, d'où une augmentation notable du déficit primaire.

La position extérieure s'est affaiblie du fait d'une augmentation des prix des importations, notamment des produits pétroliers. Les réserves de change devraient tomber aux environs de 2,7 mois d'importations, selon les projections.

Les autorités s'attendent à ce que la reprise s'affermisse, à mesure que l'incertitude liée à la sécurité et aux élections s'atténue, que les apports d'aide se redressent et que les investisseurs reprennent confiance. Cependant, elles sont pleinement conscientes des risques de dégradation considérables qui pèsent sur les perspectives, notamment l'incertitude qui règne à l'échelle mondiale.

### **Mobiliser des ressources intérieures pour réduire la pauvreté**

Les autorités sont déterminées à dégager la marge de manoeuvre budgétaire nécessaire pour appuyer leur programme de développement. À cet égard, elles ont réaffirmé qu'elles étaient résolues à mobiliser des ressources supplémentaires, à établir un ordre de priorité parmi les dépenses et à limiter les dérapages budgétaires conformément aux recommandations des services du FMI.

En ce qui concerne les recettes, elles sont convenues avec les services du FMI qu'il est nécessaire de mettre en place un mécanisme d'ajustement automatique des prix pétroliers de détail, afin de tenir compte de l'évolution des prix internationaux. Un décret ministériel a depuis lors été publié le 30 décembre 2011, donnant effet à un ajustement des prix pétroliers en janvier 2012. Les autorités sont déterminées aussi à opérer des réformes visant à améliorer l'efficacité des administrations de l'impôt et des douanes, ainsi qu'à élargir l'assiette de l'impôt.

Pour ce qui est des dépenses, les autorités ont pour objectif de les réorienter au profit des secteurs prioritaires. Le budget 2012 adopté par le Parlement prévoit une hausse des dépenses dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Il est prévu aussi d'aider les ménages vulnérables à faire face à la hausse des prix des produits pétroliers.

Les autorités sont déterminées aussi à améliorer la gestion des finances publiques et à renforcer la gouvernance. Elles s'engagent à veiller à ce que les dépenses suivent la chaîne établie par le budget approuvé par le Parlement. À cet effet, des instructions ont été données pour que les paiements soient effectués uniquement pour les dépenses qui passent par le système informatisé de gestion des dépenses publiques (GESCO). Les autorités prennent des mesures pour engager les dépenses à une fréquence hebdomadaire et veiller à ce que ces dépenses soient provisionnées dans les plans de trésorerie périodiques. Un comité technique chargé plus généralement du suivi de l'exécution du budget a été mis en place aussi.

Afin de préserver la viabilité de la dette et d'éviter de nouveaux arriérés de paiement de la dette, les autorités redoubleront d'efforts pour renforcer leurs capacités de gestion de la dette et obtenir des financements concessionnels pour leur programme de développement. Elles continueront aussi de s'employer de bonne foi à obtenir un allègement de la dette supplémentaire, aux conditions PPTE, de la part des créanciers qui subsistent.

### **Renforcer les capacités institutionnelles de gestion économique**

La RCA reste confrontée à de sérieux obstacles en matière de capacités administratives. Conformément aux recommandations du Forum national sur les finances publiques qui s'est tenu en septembre 2011, les autorités ont pris des mesures pour renforcer les capacités et le fonctionnement des principales institutions de gestion économique, telles que les comités

chargés de suivre l'évolution macroéconomique et les réformes structurelles, ainsi que le comité sur les liquidités. Ces mesures sont conformes aux recommandations qui ont déjà été faites par les partenaires au développement de la RCA, et les autorités sollicitent l'appui du FMI pour remettre en état leurs capacités techniques.

### **Préserver la stabilité extérieure, et favoriser la croissance et la diversification de l'économie**

En tant que membre d'une union économique et monétaire (CEMAC), la RCA partage la monnaie commune régionale, le franc CFA, qui est rattaché à l'euro. Les autorités notent avec satisfaction que les services du FMI concluent que le taux de change effectif réel est compatible avec la stabilité extérieure. Elles sont d'avis que le régime de change a été bénéfique à la RCA, notamment en ancrant les anticipations inflationnistes et en facilitant les échanges de biens et services avec les principaux partenaires commerciaux du pays.

Afin de préserver la stabilité extérieure, les autorités ont l'intention d'appliquer un vaste programme de réformes structurelles visant à améliorer la compétitivité du pays, à rehausser les perspectives de croissance et à faire reculer durablement la pauvreté. À cet égard, elles sont en train de mettre un point final à leur nouveau document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, qui orientera leur action future.

Les autorités s'emploieront entre autres à éliminer les principaux goulets d'étranglement dans les infrastructures, en particulier dans les transports et l'électricité, et à améliorer le climat des affaires. Elles ont atteint une étape importante dans la gestion de leurs ressources naturelles en obtenant le statut de conformité à l'initiative pour la transparence des industries extractives en 2011, et elles redoubleront d'efforts pour continuer d'améliorer le climat d'investissement.

### **Relations futures avec le FMI**

Les autorités de la RCA ont exprimé leur intérêt pour un nouvel accord FEC avec le FMI qui les aiderait à arrimer leur programme de stabilisation macroéconomique et de réformes propices à la croissance. Dans le cadre du programme FEC antérieur, elles ont atteint les objectifs principaux, notamment en maintenant la rigueur budgétaire face à des chocs exogènes de grande ampleur. Elles ont aussi atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE, dégageant ainsi une marge de manoeuvre budgétaire pour leur programme de développement.

La RCA est un pays qui sort d'un conflit et dont le redressement reste fragile après la crise financière et économique mondiale. En outre, la tâche reste gigantesque sur le plan de la réduction de la pauvreté, et le pays ne peut s'en acquitter qu'avec le soutien total de la communauté internationale, et notamment du FMI. Étant donné que les autorités s'engagent à mener une politique économique saine, comme en témoigne l'exécution des mesures correctives arrêtées avec les services du FMI pour renforcer la discipline budgétaire, je demande aux administrateurs de soutenir la reprise de l'engagement du FMI aux côtés de la République Centrafricaine.